PARTS OF THE ORIGINAL DOCUMENT

ARE OF POOR REPRODUCTIVE QUALITY

CERTAINES PARTIES DU DOCUMENT ORIGINAL

SONT DE PIÈTRE QUALITÉ DE REPRODUCTION

LE GROUPE
SGF

Rapport annuel 1985

LE GROUPE SGF

Société générale de financement du Québec

Rapport du président	2
Participation au capital-actions	4
Produits forestiers	7
Équipements énergétiques	8
Aluminium	11
Biotechnologie	12
Pétrochimie	15
Rapport de la direction et des vérificateurs	16
États financiers consolidés	17
Notes aux états financiers consolidés	20
Sommaire des résultats et des investissements	24
Rétrospective des dix dernières années	26
Tableau synoptique	28
Ressources humaines	31
Conseil d'administration et direction	32

LE GROUPE SGF

Sa mission

Assumer la gestion d'un groupe industriel composé d'entreprises manufacturières de taille significative oeuvrant dans certains secteurs prioritaires pour le développement économique du Québec.

Assurer la planification et la coordination des entreprises qu'il contrôle et favoriser seul ou de préférence avec des partenaires leur exploitation et leur développement conformément à des conditions de rentabilité normale.

Favoriser, dans la mesure du possible, la participation d'administrateurs québécois à la gestion de ses entreprises.

Ses caractéristiques

Une société de gestion dont le capital-actions est détenu par le gouvernement du Québec.

Des actifs de 1,4 milliard de dollars et un chiffre d'affaires consolidé de 700 millions de dollars qui en font l'un des holdings industriels les plus importants au Canada.

Des investissements directs et indirects dans une vingtaine de filiales et d'entreprises affiliées qui, ensemble, produisent des revenus de 2,8 milliards de dollars et qui emploient au-delà de 21 000 personnes.

Présent dans cinq secteurs prioritaires:

- les produits forestiers, les équipements énergétiques et la pétrochimie, où sa présence bien établie en fait un leader au Québec;
- l'aluminium où il participe à l'implantation d'une aluminerie de taille mondiale;
- la biotechnologie, un secteur d'innovation et de haute technologie.

Des partenaires financiers canadiens et étrangers dans la plupart de ses filiales.

Influent dans ses secteurs prioritaires et soucieux de contribuer à l'essor économique du Québec, le Groupe SGF a des objectifs précis de croissance, de développement et de rentabilité.

RAPPORT DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

Le bénéfice net de la SGF a atteint 26 791 000$ en 1985, ce qui représente une augmentation de plus de 7 millions de dollars sur son niveau de 1984. Déduction faite des intérêts des actionnaires minoritaires dans les entreprises du groupe, et notamment dans Donohue inc., cette amélioration résulte essentiellement d'une hausse importante des bénéfices nets de Domtar inc., dont Dofor inc. détient 30%, et de ceux d'Éthylec inc., une filiale à part entière.

Le Groupe SGF a réalisé en 1985 des bénéfices avant intérêts des actionnaires minoritaires de 49 954 000$ et des revenus d'opérations consolidés de 699 139 000$, en comparaison de 53 057 000$ et 779 297 000$ respectivement l'année précédente. En ce qui concerne les bénéfices, leur diminution est surtout attribuable à la conjoncture défavorable qui a prévalu au cours de l'année dans le secteur des produits forestiers, de loin le plus important du groupe. La grève des employés de Marine Industrie Limitée, déclenchée en août 1984 et terminée en juin 1985, y a également contribué de façon importante. Quant à la baisse des revenus d'opérations, elle s'explique également par la vente de plusieurs filiales survenue dans le courant de 1984 et dont l'incidence s'est faite pleinement sentir en 1985.

Les dépenses d'immobilisation des entreprises ont été de 221 134 000$ comparativement à 85 027 000$ en 1984. Cette augmentation est notamment due à la mise en oeuvre des deux projets majeurs que sont la construction de l'aluminerie de Bécancour et la modernisation de l'usine de Donohue à Clermont. Quant au fonds de roulement consolidé du Groupe, il a été de 167 259 000$ en 1985, un niveau légèrement supérieur à celui de l'année précédente.

Activités sectorielles

Produits forestiers

Les marchés du papier journal, des papiers fins et de la pâte commerciale ont connu en 1985 une situation d'offre excédentaire qui s'est traduite par des volumes et des prix de vente moins élevés que prévus. Dans ce contexte, Donohue, particulièrement touchée par la chute du prix de la pâte, a vu son bénéfice net passer de 30 300 000$ à 20 700 000$ et ce, bien qu'elle soit parvenue à réaliser des ventes de 425 000 000$, soit un niveau légèrement inférieur à celui de 1984. Domtar, de son côté, dont les ventes se sont maintenues au-dessus de 2 milliards de dollars, a atteint en 1985 un bénéfice net de 110 400 000$ par rapport à 90 500 000$ l'année précédente. Cette hausse est principalement attribuable aux groupes des matériaux de construction et des produits chimiques qui ont sensiblement amélioré leur performance au cours de l'année. Dofor inc., filiale du Groupe SGF qui détient ses placements dans Donohue et dans Domtar, a réalisé, pour sa part, un bénéfice net consolidé de 33 800 000$ comparativement à 30 000 000$ en 1984.

Au chapitre des investissements dans le secteur des produits forestiers, il importe de souligner la mise en opération, en juillet, du nouvel atelier de pâte thermomécanique de l'usine de Donohue à Clermont qui a contribué à diminuer les coûts de fabrication du papier journal tout en améliorant considérablement sa qualité. De plus, Donohue annonçait en décembre qu'elle procéderait, en collaboration avec The New York Times Company, à l'installation, au coût de 170 millions de dollars, d'une nouvelle machine à papier journal d'une capacité de 180 000 tonnes métriques à l'usine de Clermont. Enfin, c'est en avril que Domtar a amorcé, à Windsor au Québec, la construction d'un complexe de production de papiers fins d'envergure mondiale d'une capacité de 350 000 tonnes courtes et dont le coût est évalué à 870 millions de dollars.

Équipements énergétiques

Marine Industrie Limitée a enregistré une perte de 5 591 000$ en 1985 sur des ventes de 113 812 000$, comparativement à une perte de 2 989 000$ l'année précédente sur des ventes de 117 715 000$. Il va sans dire que les résultats des deux dernières années ont été grandement affectés par la grève de onze mois au chantier de Sorel qui s'est terminée le 27 juin 1985. Marine a tout de même connu un redressement important à partir de cette date, principalement dans sa division hydro-électrique qui a effectué d'importantes livraisons de turbines et d'alternateurs pour le projet LG4 d'Hydro-Québec et pour le projet Idukki en Inde. Le niveau du carnet de commandes de Marine demeure relativement élevé, tant pour le naval que pour l'hydro-électrique, de sorte que les perspectives à court terme sont bonnes.

Quant à Cegelec Industrie inc., des ventes de 40 727 000$, en hausse de plus de 20%, et un profit de 186 000$ comparativement à une perte de 1 615 000$ en 1984, témoignent du redressement que connaît présentement cette entreprise. L'introduction de nouveaux produits et l'obtention d'une importante commande de disjoncteurs, étalée sur la période de 1985 à 1987, expliquent en grande partie ces résultats et permettent d'envisager l'avenir avec optimisme.

Aluminium

L'année 1985 était déterminante dans l'échéancier de construction de l'aluminerie de Bécancour puisqu'on y a réalisé la moitié des travaux pour atteindre, en décembre, un niveau d'achèvement de près de 70%. L'usine qui aura une capacité de 230 000 tonnes métriques devrait donc être complétée dans les délais prévus de sorte que la production d'aluminium pourra commencer à la mi-86. La SGF participe à ce projet dont le coût global est évalué à plus de 1 milliard de dollars par l'intermédiaire de sa filiale, Albecour, société en commandite, en compagnie de la société française Pechiney et de la société américaine Alumax inc.

Partenaire indivis de l'aluminerie de Bécancour, Albecour a conclu au cours de 1985 des accords concernant son approvisionnement en alumine et la vente de sa production de quelque 57 500 tonnes d'aluminium. A ce chapitre, des ententes ont été arrêtées avec les sociétés Pechiney et Noranda Sales Corporation; dans les deux cas, ces ententes prévoient la possibilité pour Albecour de vendre elle-même, sur préavis, une part de son aluminium afin de favoriser le développement d'une activité de transformation secondaire au Québec.

Biotechnologie

Les efforts de Bio-Méga inc. en 1985 ont encore porté essentiellement sur son démarrage dans un domaine nouveau de haute technologie. La perte enregistrée de 2,4 millions de dollars comparativement à 684 000$ en 1984 n'est donc pas vraiment significative du potentiel de l'entreprise. Bio-Méga a complété en septembre la construction de son laboratoire de recherche et de production de Laval, au Québec, tandis qu'elle a poursuivi, tout au long de l'année, la rationalisation des activités de sa filiale, Bio-Méga Diagnostic inc.

Le laboratoire de Laval a accueilli ses chercheurs et techniciens qui étaient déjà à l'oeuvre depuis près de deux ans dans différents laboratoires et centres de recherche du Québec. Fondamentalement préoccupés par le transfert de la recherche à la production et à la commercialisation, les chercheurs de Bio-Méga travaillent dans le domaine de la santé, notamment en biotechnologie, en pharmacologie et en chimie fine. Quant à Bio-Méga Diagnostic, l'acquisition d'une nouvelle technologie et l'introduction de nouveaux produits confirment ses perspectives de vente et de rentabilité.

Pétrochimie

La survie de la pétrochimie montréalaise, dont Pétromont constitue le centre nerveux, demeure liée à l'entente d'octobre 1984 entre Union Carbide du Canada limitée, Pétromont, Éthylec inc., filiale du Groupe SGF, et le gouvernement du Québec. Grâce à l'appui financier du gouvernement du Québec, cette entente permet la poursuite des opérations des usines d'oléfines de Varennes et de polyéthylène de Montréal-Est et assure les termes d'un plan de survie de quatre ans.

Les efforts de Pétromont et de ses partenaires en 1985 ont surtout porté sur la réalisation du plan de survie dont les principaux éléments sont: la modernisation de l'usine d'oléfines de Varennes, l'accès le plus rapidement possible à des liquides de gaz naturel de l'Ouest comme charge d'alimentation et le développement en aval de Pétromont d'une industrie de dérivés d'éthylène lui permettant de fonctionner à pleine capacité et de façon rentable. En décembre, le gouvernement du Canada acceptait de participer au programme d'aide financière de Pétromont dans le cadre d'un engagement vis-à-vis du centre pétrochimique de Montréal et de l'amélioration de sa position concurrentielle.

Dans ce contexte général, Éthylec enregistrait en 1985 un bénéfice net de 3 223 000$ sur un chiffre d'affaires de 97 235 000$. Il s'agit d'une amélioration sur les résultats de l'année précédente de 566 000$ et de 85 180 000$ respectivement, qui est liée à une meilleure performance d'Alcools de Commerce enrg. et de Pipeline Shawinigan enrg.

Autres faits saillants

La SGF qui détenait 35% des actions ordinaires de Nouveler inc. en a vendu un bloc de 20% à Hydro-Québec, en septembre 1985, poursuivant ainsi l'opération de rationalisation de son portefeuille, entreprise en 1984. Hydro-Québec rachetait également à cette occasion la totalité des actions détenues par les autres partenaires de Nouveler.

C'est également en septembre dernier qu'Industries Tanguay inc., une filiale du Groupe SGF, qui fabrique des équipements forestiers à St-Prime, au Québec, concluait un important accord avec la société américaine Caterpillar Tractor Co., le plus important manufacturier mondial d'équipements lourds. Caterpillar devenait ainsi le distributeur mondial exclusif des principaux produits de la gamme d'équipements d'Industries Tanguay. Les ventes de cette dernière ont d'ailleurs atteint 21 093 000$ en 1985, comparativement à 18 622 000$ l'année précédente, témoignant de la qualité de ses produits ainsi que de sa capacité de distribution et de mise en marché.

Orientation stratégique

L'année 1985 se distingue comme une étape majeure dans l'évolution du Groupe SGF. Charnière en termes d'orientation stratégique, elle correspond au point culminant d'un premier plan de développement quinquennal présenté par la SGF en décembre 1980. Le Groupe SGF a évolué considérablement depuis cette date, alors que des gestes importants ont été posés à l'appui de sa mission et de ses objectifs de développement. Ces gestes qui ont contribué à bâtir le holding qu'on connaît aujourd'hui concernent: l'établissement d'une présence majeure dans le secteur des produits forestiers par l'acquisition d'une participation importante dans Domtar et son regroupement avec Donohue au sein de Dofor; l'entrée de la SGF dans le secteur de l'aluminium en participant avec Pechiney et Alumax au projet de l'alumínerie de Bécancour; le développement d'un secteur de haute technologie, celui de la biotechnologie, grâce notamment à la construction par Bio-Méga d'un nouveau laboratoire accueillant quelque 85 chercheurs; la vente de plusieurs entreprises, souvent de petite taille, dont les activités ne cadraient plus avec l'orientation stratégique de la SGF; et, un recours important à l'épargne privée par le biais d'émissions de capital-actions de Dofor qui regroupe les meilleurs actifs du Groupe.

Les émissions de capital-actions réalisées par Dofor sur les marchés financiers au cours de 1985, l'une de 26 millions de dollars d'actions ordinaires et l'autre de 54 millions de dollars d'actions privilégiées, ont été particulièrement significatives quant à l'orientation stratégique des années à venir. Elles confirment en quelque sorte la taille et le statut financier qu'a maintenant atteint le Groupe SGF. Si l'apport financier de son actionnaire a de toute évidence été déterminant dans cette évolution, la stratégie mise en place par le biais de Dofor permettra au Groupe de poursuivre ses efforts de développement en recourant davantage à sa propre capacité financière.

Aujourd'hui, le Groupe SGF est véritablement en mesure de confirmer son statut de holding industriel important et de réaliser pleinement sa mission fondamentale de croissance, de développement économique et de rentabilité.

Remerciements

Le conseil d'administration de la SGF a accepté, en juillet 1985, la démission de deux administrateurs, Mme Jeannine Guillevin-Wood et Me Lucien Bouchard. Les membres du conseil ainsi que la direction de la SGF tiennent à les remercier pour le travail qu'ils ont accompli au cours de leur mandat.

En février 1986, M. Michel Plessis-Bélair, vice-président exécutif de la SGF et membre du conseil d'administration, annonçait sa démission pour occuper d'importantes fonctions au sein d'une grande entreprise financière canadienne. Au cours d'une carrière de plus de dix années au sein de la SGF, l'apport de M. Plessis-Bélair à la croissance et au développement du Groupe et de ses filiales a été déterminant. Le conseil et la direction de la SGF lui expriment leur plus grande reconnaissance.

Enfin, en novembre 1985, le conseil a accueilli dans ses rangs un nouvel administrateur, Me Richard Drouin.

Le président et chef de la direction,

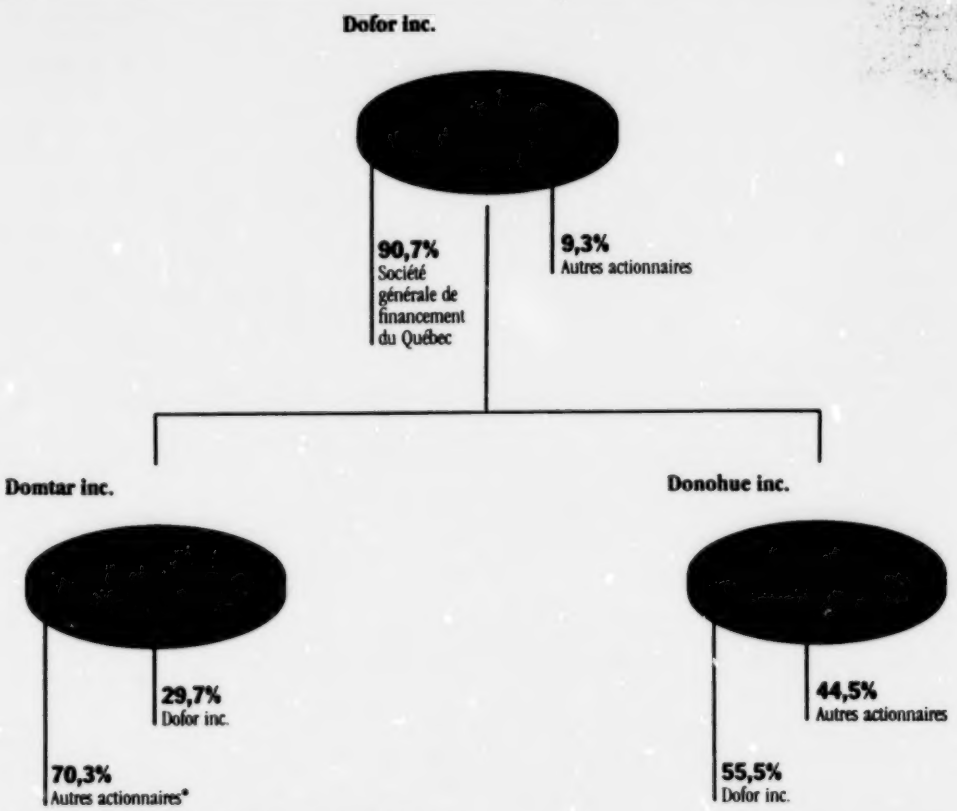
Jean-Claude Lebel

Le 15 mars 1986

PARTICIPATION AU CAPITAL-ACTION.

PRODUITS FORESTIERS

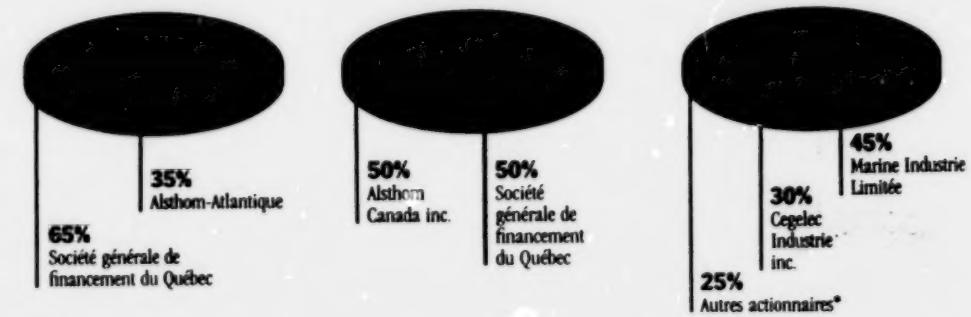
- Part de la SGF.
- Part des entreprises du Groupe SGF.
- Part des autres actionnaires.



*incluant la participation de la Caisse de dépôt et placement du Québec.

ÉQUIPEMENTS ÉNERGÉTIQUES

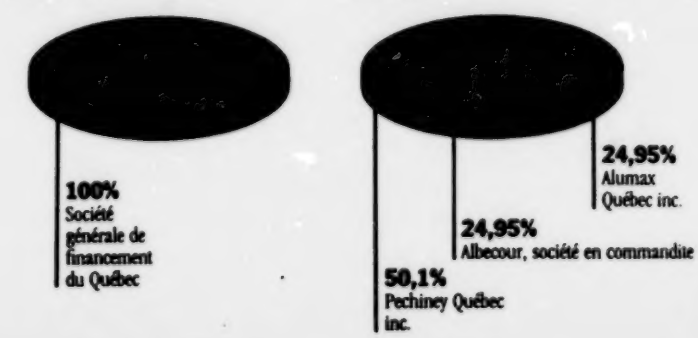
- Part de la SGF.
- Part des entreprises du Groupe SGF.
- Part des autres actionnaires.



*BG Checo International limitée, 15% ; Société générale de financement du Québec, 5% ; Cegelec Alsthom Canada inc., 5%.

ALUMINIUM

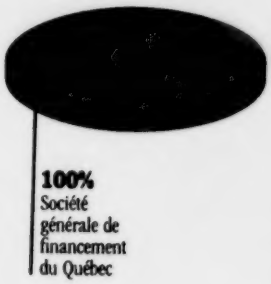
- Part de la SGF.
- Part des entreprises du Groupe SGF.
- Part des autres actionnaires.



BIOTECHNOLOGIE

■ Part de la SGF.

Bio-Méga inc.



100%
Société générale de financement du Québec

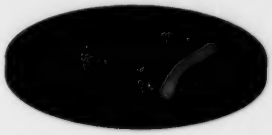
PÉTROCHIMIE

■ Part de la SGF.

■ Part des entreprises du Groupe SGF.

■ Part des autres actionnaires.

Éthylec inc.



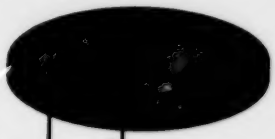
100%
Société générale de financement du Québec

Pétromont, société en commandite

50%
Éthylec inc.

50%
Union Carbide du Canada limitée

Alcools de Commerce enrg.



50%
Éthylec inc.

50%
Union Carbide du Canada limitée

Pipeline Shawinigan enrg.

50%
Éthylec inc.

50%
Union Carbide du Canada limitée

Note

La SGF détient également les participations suivantes:
99,5% de Industries Tanguay inc.;
15,7% de Investissements Novacap inc.;
15% de Nouveler inc.;
7% de Cegelec Entreprises inc.

PRODUITS FORESTIERS

Dofor inc. regroupe les investissements de la SGF dans le secteur des produits forestiers. Créée en 1982, conjointement avec la Caisse de dépôt et placement du Québec, elle est devenue filiale à part entière en 1984, puis société publique en 1985. Inscrites à la cote de la Bourse de Montréal et transigées quotidiennement depuis le mois de juin 1985, les actions du public représentent aujourd'hui une part de 9,3% du capital-actions de Dofor.

Avec 56% des actions ordinaires de Donohue inc. et 30% de celles de Domtar inc., Dofor confère au Groupe SGF une place déterminante parmi les producteurs forestiers canadiens. D'ailleurs, Donohue et Domtar ont enregistré ensemble, en 1985, des ventes de produits forestiers de plus de 1,7 milliard de dollars, soit quelque 20% des livraisons totales des entreprises québécoises du secteur.

Donohue inc.

Important producteur intégré, Donohue fabrique du papier journal à Clermont et à Amos, et de la pâte commerciale à St-Félicien. Elle exploite en outre des scieries et des camps forestiers dans les régions avoisinantes de ses usines.

Au rang des entreprises qui comptent les installations les plus modernes de l'industrie canadienne des pâtes et papiers, Donohue a complété, au mois de juillet 1985, les travaux de construction d'un nouvel atelier de pâte thermomécanique à Clermont. En opération depuis ce temps, cet atelier a déjà contribué à diminuer les coûts de fabrication du papier journal en plus d'en améliorer considérablement la qualité. Au chapitre de l'expansion, Donohue et son partenaire, The New York Times Company, ont convenu, en décembre 1985, que leur filiale, Donohue Malbaie inc., procéderait à l'installation d'une nouvelle machine à papier d'une capacité de 180 000 tonnes métriques à l'usine de Clermont. Ce projet dont le coût est évalué à 170 millions de dollars sera complété à la fin de 1987.

Quoique tributaire d'une conjoncture plus ou moins favorable dans le secteur des pâtes et papiers, Donohue a néanmoins connu une année satisfaisante en 1985. Ses ventes consolidées ont atteint 425 millions de dollars et ses bénéfices nets ont été de 20,7 millions de dollars, comparativement à 438,6 millions de dollars et 30,3 millions de dollars respectivement en 1984. Cette diminution s'explique par les conditions difficiles qui ont prévalu sur le marché de la pâte kraft alors que les prix se sont maintenus à la baisse et que les volumes de ventes ont tardé à se rétablir. Du côté du papier journal, par ailleurs, bien que les hausses de prix attendues ne soient pas survenues, les niveaux de vente ont été élevés et Donohue a connu une performance acceptable en raison de ses bas coûts de production. En 1986, de meilleures perspectives dans l'industrie des pâtes et papiers permettent à Donohue d'entrevoir de bons résultats.

Domtar inc.

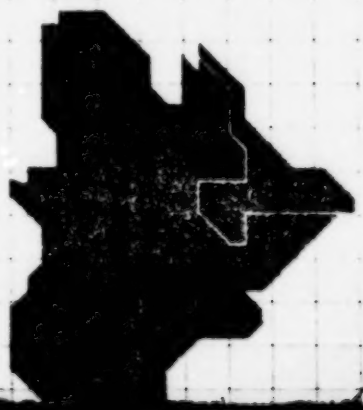
La société Domtar compte parmi les plus grandes entreprises manufacturières canadiennes. Premier fabricant de papiers fins avec plus de 30% du marché canadien, Domtar est également producteur de papier journal, de papier impression spécial, de pâte et de bois de sciage. Avec ses usines de Beauharnois, de Windsor, de Dolbeau, de Donnacona et de Lebel-sur-Quévillon, de même qu'avec ses deux scieries, Domtar demeure l'un des plus grands producteurs forestiers au Québec.

Très diversifiée quant à l'ensemble de ses activités, Domtar exploite des usines de cartonnage ondulé et de carton-caisse. Elle se situe au premier rang dans le recyclage du papier et du carton et est l'un des plus importants fabricants de boîtes mixtes. Productrice de sel, de produits chimiques organiques et de matériaux de construction, Domtar est enfin présente sur les marchés du gaz naturel et du pétrole.

Tel que prévu, Domtar a entrepris, au début de 1985, la construction d'une nouvelle usine de papiers fins à Windsor, au Québec. Evaluée à 870 millions de dollars, cette usine d'envergure internationale permettra à Domtar d'affirmer sa position de leader sur le marché nord-américain des papiers fins. Les travaux se poursuivent selon les budgets et l'échéancier prévus et l'usine devrait entrer en opération dès la fin de 1987.

Par ailleurs, comme elle l'a déjà fait à son usine de papier journal de Donnacona en 1984, Domtar entreprend la conversion de son usine de Dolbeau au procédé de pâte thermomécanique. Une fois complétée, cette conversion devrait permettre à Domtar d'améliorer sa compétitivité sur les marchés canadiens et américains du papier journal.

Quoique frappée, elle aussi, par la conjoncture difficile qui a prévalu dans l'industrie des pâtes et papiers, Domtar a enregistré en 1985 un bénéfice net de 110,4 millions de dollars sur des revenus totaux de 2,1 milliards de dollars. Il s'agit d'une amélioration par rapport à la performance de l'année précédente qui s'était traduite par un bénéfice de 90,5 millions de dollars et des revenus de 2,0 milliards de dollars. Ce sont les groupes des matériaux de construction et des produits chimiques qui en sont les principaux responsables. Enfin, Domtar entrevoit l'année 1986 avec optimisme compte tenu des perspectives de croissance économique soutenue en Amérique du Nord. ■



ÉQUIPEMENTS ÉNERGÉTIQUES

Quoique moins présente dans le secteur des équipements énergétiques qu'elle ne l'a été dans le passé, la SGF conserve néammoins une participation de 65% dans Marine Industrie Ltée et de 50% dans Cegelec Industrie inc. Ces deux entreprises se spécialisent dans la fabrication et le montage d'équipements de haute technologie destinés à la production et à la distribution d'électricité. Elles ont participé au développement de l'énorme potentiel hydro-électrique du Québec et comptent, à ce titre, parmi les plus importants fournisseurs d'Hydro-Québec.

Marine Industrie Limitée

Vaste complexe industriel offrant une gamme variée de produits fabriqués dans plusieurs usines dont le chantier principal de Sorel, Marine Industrie Limitée regroupe quatre divisions: hydro-électrique, industrielle, navale et wagons.

Au chapitre des équipements énergétiques, ses installations de mécano-soudure, d'usinage et d'assemblage en font un chef de file parmi les fournisseurs canadiens de turbines, d'alternateurs, de compensateurs et de moteurs synchrones. Marine conçoit et fabrique entièrement les groupes électro-mécaniques destinés aux centrales hydro-électriques. Elle assure également le transport, le montage en centrale, le réglage et la mise en service commerciale par l'entremise de son groupe MIL montage.

Fortement affectée par un long conflit de travail qui s'est terminé au mois de juin dernier, Marine a enregistré en 1985 un chiffre de ventes de 113,8 millions de dollars et une perte nette de 5,6 millions de dollars. Se rapprochant de ceux de l'année précédente, ces résultats sont tout de même en deça du potentiel de l'entreprise.

Avec des ventes de plus de 50 millions de dollars, la division hydro-électrique a largement contribué à la reprise des activités depuis la fin de la grève. Elle a livré, en cours d'année, une turbine et deux alternateurs pour le projet LG4 d'Hydro-Québec ainsi que deux alternateurs pour le projet Idduki, en Inde.

Malgré les séquelles du conflit de travail, Marine a déployé en 1985 des efforts considérables pour rétablir sa place dans les marchés. La reprise est d'ailleurs déjà amorcée tant au niveau de l'hydro-électrique que du naval. L'ampleur du carnet de commandes actuel qui compte, entre autres, des contrats de navires traditionnels et militaires, de même que des contrats de turbines et d'alternateurs pour l'étranger, permet d'envisager les prochaines années avec beaucoup plus d'optimisme.

Cegelec Industrie inc.

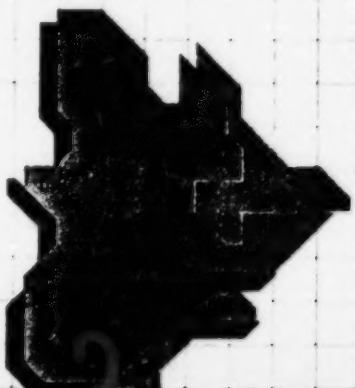
Propriété à parts égales de la SGF et de Alsthom Canada inc., filiale canadienne du groupe français CGE, Cegelec Industrie inc. se situe au premier rang des manufacturiers canadiens d'appareillage électrique de moyenne et de haute tension.

Dans ses usines de Longueuil et de Laprairie, Cegelec produit de façon intégrée une vaste gamme d'appareillages électriques: disjoncteurs de haute tension, sectionneurs, cellules de commutation, supports isolants en céramique, coupe-circuits et fusibles. Ces produits sont commercialisés partout dans le monde et depuis quelques années, près du tiers des ventes sont faites à l'étranger.

Cegelec a terminé l'année 1985 avec un chiffre d'affaires de 40,7 millions de dollars comparativement à 33,7 millions de dollars en 1984. Elle a réalisé un bénéfice de 186 000$ après avoir connu une perte de 1,6 million de dollars. Cette amélioration est essentiellement due aux nombreux efforts qui ont été déployés au plan de l'intégration et de la fabrication de nouveaux produits.

Cegelec a relevé plusieurs défis de taille au cours de l'année, se voyant notamment octroyer un contrat d'Hydro-Québec pour la livraison d'un nombre important de disjoncteurs PKV8 au cours des années 85, 86 et 87. De plus, en collaboration avec l'IREQ, elle a entrepris un projet de recherche sur les disjoncteurs à petit volume d'huile.

La situation actuelle permet donc à Cegelec d'envisager de meilleurs resultats en 1986. ■



La société Albecour a été créée en 1983 lorsque le Groupe SGF a fait de l'aluminium l'un de ses secteurs prioritaires. Affirmant sa volonté de faire équipe avec des partenaires solidement établis dans la production d'aluminium primaire, Albecour s'est associée à la société française Pechiney et à la société américaine Alumax dans le but de construire et d'exploiter une aluminerie de taille mondiale à Bécancour au Québec.

En vertu de l'entente conclue le 15 mars 1984, Albecour détient une part de 24,95% de l'aluminerie de Bécancour alors que Pechiney et Alumax en possèdent respectivement 50,1% et 24,95%. En tant que partenaires indivis de l'aluminerie, chacun des propriétaires a la responsabilité, en plus d'assumer sa part du coût de construction, d'assurer son approvisionnement en alumine de même que la vente de sa quote-part d'aluminium.

Forts des nombreux avantages que représente le Québec en matière de ressources énergétiques et de main-d'oeuvre hautement qualifiée, Albecour et ses partenaires ont choisi le site de Bécancour en fonction des caractéristiques uniques qu'il offrait. L'accès au fleuve St-Laurent et à un port en eau profonde, l'utilisation d'une infrastructure de transport variée et la proximité d'un centre urbain de l'envergure de Montréal s'avèrent des avantages indéniables pour l'exploitation efficace d'une aluminerie.

Entrepris dès le moment de la signature, les travaux de construction de l'aluminerie dont le coût est évalué à plus de 1 milliard de dollars se sont poursuivis en 1985 selon les budgets et l'échéancier prévus. A la fin de décembre, le niveau d'achèvement du projet atteignait environ 70% tandis qu'on retrouvait quelque 2 300 travailleurs sur le chantier. D'une capacité totale de 230 000 tonnes métriques par année, l'aluminerie de Bécancour entrera en opération au cours de l'été 1986 et produira à sa pleine capacité en 1987.

Technologie

Conçue de façon à intégrer les plus récents développements technologiques, l'aluminerie de Bécancour sera dotée d'installations lui permettant d'atteindre un très haut niveau de productivité. Le degré d'automatisation des opérations et l'informatisation des systèmes de gestion en feront l'aluminerie la plus moderne au monde.

Mises au point par Pechiney et utilisées avec succès dans plusieurs alumineries à travers le monde, les techniques d'électrolyse que l'on retrouve à Bécancour sont le résultat des plus récentes recherches effectuées dans ce domaine. Elles permettent la production de métal vierge de toute première qualité, assurent une très grande efficacité énergétique et garantissent un contrôle très serré en matière de pollution.

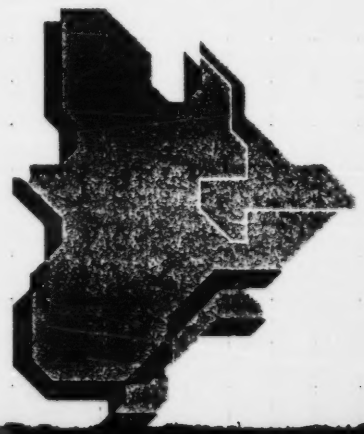
De plus, grâce à sa fonderie qui possède des équipements de raffinage et des lingotières extrêmement perfectionnés, l'aluminerie sera en mesure d'offrir à ses clients des produits de la plus haute qualité.

Commercialisation

Le 12 mars 1985, Albecour concluait avec Pechiney des accords concernant, d'une part, son approvisionnement en alumine et, d'autre part, la vente d'une partie de sa production d'aluminium. Albecour achètera quelque 110 000 tonnes d'alumine par année de Pechiney tandis qu'elle lui vendra environ 70% de son aluminium sur une période cinq ans.

Le 7 mai 1985, Albecour signait un contrat avec Noranda Sales Corporation Ltd. qui agira à titre d'agent exclusif pour la commercialisation et la vente d'une part de 30% de sa production totale de 57 500 tonnes d'aluminium. Ce contrat, tout comme celui conclu avec Pechiney, prévoit qu'Albecour pourra, sur préavis, réduire les volumes entendus au départ et vendre elle-même une partie de son aluminium, lui permettant ainsi de favoriser le développement d'une activité de transformation secondaire d'aluminium au Québec.

Au chapitre de l'intégration en aval, Albecour a effectué plusieurs recherches et analyses au cours de l'année 1985. Des discussions sérieuses ont eu lieu avec un certain nombre de compagnies intéressées à s'associer à elle dans le but de construire et d'opérer des usines de transformation d'aluminium primaire. ■



BIOTECHNOLOGIE

Considéré dès le départ comme un investissement dans un secteur d'innovation et de haute technologie, l'engagement de la SGF en biotechnologie s'est traduit, depuis 1982, par une série de gestes concrets dans le but de faire de Bio-Méga inc., une filiale à part entière, la plus importante société de biotechnologie au Québec.

L'acquisition de Bio-Endo, une entreprise de fabrication et de commercialisation de trousses immunodiagnostiques, devenue depuis 1984 Bio-Méga Diagnostic inc., l'embauche de quelque 85 chercheurs et techniciens auparavant à l'emploi de la société Ayerst et la construction d'un laboratoire de recherche et de production, à Laval, constituent les principales étapes de ce cheminement.

Orientée principalement vers le développement de procédés et de produits issus d'applications biotechnologiques, Bio-Méga consacre une large part de ses activités au domaine de la santé, là précisément où le Québec et ses équipes de recherche biomédicale ont déjà acquis une excellente réputation.

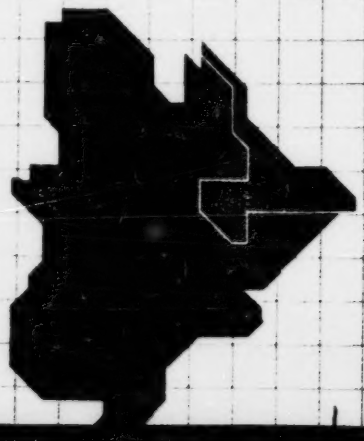
C'est dans cette perspective que l'équipe de scientifiques a intégré le nouveau laboratoire de Laval, au mois de septembre 1985. A l'oeuvre jusque-là dans différents laboratoires universitaires et centres de recherche du Québec, ces chercheurs et techniciens avaient déjà une solide expérience dans les domaines de la chimie médicinale, de la biochimie, de la pharmacologie, de la microbiologie et des produits diagnostiques.

En 1985, Bio-Méga a d'ailleurs précisé son intervention en ce sens en signant une entente avec le Centre national de recherche du Canada pour la réalisation du projet "ANF analogues" en collaboration avec l'Institut de recherches cliniques de Montréal. Bio-Méga collabore également avec un groupe de l'hôpital Notre-Dame de Montréal dans le cadre d'un projet visant à améliorer le procédé de synthèse chimique de l'agent de libération de l'hormone de croissance (GRF).

Bio-Méga Diagnostic maîtrise pour sa part une nouvelle technologie dite de "phase solide" lui permettant d'offrir une gamme de produits diagnostiques plus efficaces et plus diversifiés. Déjà présente dans les secteurs de l'endocrinologie et de la microbiologie, Bio-Méga Diagnostic souhaite étendre son champ d'activité à l'oncologie et à l'hématologie.

Bio-Méga a terminé l'année 1985 avec un chifre d'affaires de 1,3 million de dollars et une perte nette de 2,4 millions de dollars. Ces résultats s'expliquent non seulement par un volume de ventes qui n'est pas suffisant pour atteindre le seuil de rentabilité mais également parce que Bio-Méga, toujours à l'étape du démarrage, doit parallèlement faire face à des coûts d'opération élevés. De plus, une large part de son budget doit, par définition, être consacrée à la recherche et au développement.

Consciente que son implication en biotechnologie représente un investissement à long terme et qu'il faudra attendre un certain nombre d'années avant d'en apprécier véritablement les retombées, la SGF considère néammoins que ce secteur représente pour l'avenir du Québec un énorme potentiel de développement. ■



Filiale à part entière créée en 1980, Éthylec inc. détient les investissements de la SGF dans le secteur de la pétrochimie. Elle est partenaire à parts égales avec Union Carbide du Canada Ltée, de Pétromont, société en commandite, de Alcools de Commerce enrg. et de Pipeline Shawinigan enrg.

Entreprise de pétrochimie primaire, Pétromont possède des usines d'oléfines à Varennes et à Montréal-Est, d'une capacité totale de 545 millions de livres d'éthylène. Elle traite principalement des dérivés de pétrole dont elle tire de l'éthylène de même que du propylène, des butènes, du butadiène et divers composés aromatiques. Depuis 1983, l'usine de Varennes utilise également du butane, un des principaux co-produits du gaz naturel. Cette flexibilité quant aux charges d'alimentation s'inscrit dans un programme qui permettra éventuellement à Pétromont de s'approvisionner, à meilleurs coûts, de liquides de gaz naturel (LGN) en provenance de l'Ouest.

Depuis 1983, grâce à une aide financière gouvernementale, Pétromont a réussi à traverser une période extrêmement difficile, marquée du retrait de Gulf Canada Ltée du consortium et de la menace de fermeture de l'usine de polyéthylène de Union Carbide à Montréal-Est. Confrontée au coût de plus en plus élevé des matières premières, à la chute du prix de l'éthylène de même qu'à une politique énergétique nationale qui lui est défavorable, Pétromont ne parvient toujours pas à atteindre un niveau acceptable de rentabilité.

En octobre 1984, la SGF signait une entente avec Union Carbide, Pétromont et le gouvernement du Québec dans le but d'assurer la survie du centre pétrochimique de Montréal. Cette entente permet notamment la poursuite des opérations des usines d'oléfines de Pétromont à Varennes et de polyéthylène de Union Carbide à Montréal-Est, grâce à l'appui financier du gouvernement du Québec.

Conscient que la situation demeure toujours aussi précaire pour l'avenir de la pétrochimie québécoise, le gouvernement du Québec a mandaté en mai 1985 le ministre de l'Industrie et du Commerce à lui présenter un plan d'action et à entamer des discussions avec son homologue fédéral dans le but d'établir un programme d'aide conjoint. Le gouvernement confiait également au ministre de l'Énergie et des Ressources la responsabilité d'entreprendre des démarches concernant l'implantation d'un réseau de transport des liquides de gaz naturel d'Edmonton à Montréal.

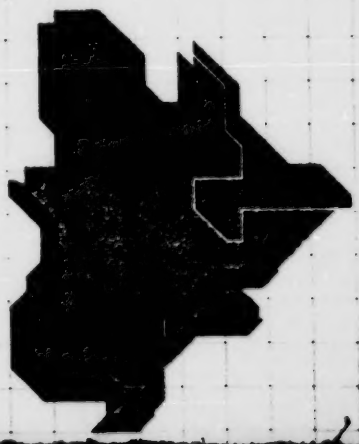
Le plan d'action qui a suivi comportait les éléments suivants: la rationalisation du centre pétrochimique de Montréal autour de l'usine d'oléfines de Varennes, la mise en oeuvre d'un programme de modernisation de cette même usine ainsi que l'obtention d'un engagement favorable du gouvernement fédéral vis-à-vis du centre pétrochimique de Montréal et du projet d'y acheminer des LGN.

La mise en oeuvre de ce plan d'action permettrait par conséquent de développer en aval de Pétromont, une industrie de dérivés d'éthylène qui remplacerait son principal client actuel, l'usine de polyéthylène de Montréal-Est. Pétromont fonctionnerait ainsi à pleine capacité et assurerait son développement à long terme.

En décembre 1985, le gouvernement fédéral acceptait de participer au programme de soutien financier de Pétromont. Il s'engageait à défrayer les coûts de modernisation de l'usine d'oléfines de Varennes ainsi qu'à participer à d'autres investissements de restructuration de Pétromont, particulièrement à ceux reliés à l'utilisation de LGN. Le gouvernement fédéral reconnaissait de la sorte l'existence du centre pétrochimique de Montréal et la nécessité d'en améliorer la position concurrentielle.

Fragile, l'avenir de la pétrochimie québécoise demeure donc liée à la conjonction d'un très grand nombre de facteurs. Les décisions prises à ce jour permettent toutefois d'espérer que Montréal devienne un centre pétrochimique de taille mondiale.

Malgré la conjoncture difficile dans l'industrie pétrochimique québécoise, Éthylec a tout de même réalisé en 1985 un bénéfice net de 3,2 millions de dollars sur des revenus de 97,2 millions de dollars, ce qui représente une amélioration sur les résultats de l'année précédente. Compte tenu de l'aide financière gouvernementale apportée à Pétromont, les résultats d'Ethylec reflètent la bonne performance qu'ont connu Alcools de Commerce enrg. et Pipeline Shawinigan enrg. ■



RAPPORT DE LA DIRECTION

À l'actionnaire de la
Société générale de financement
du Québec

Dans l'exercice de ses responsabilités, le conseil d'administration de la Société générale de financement du Québec a délégué la préparation de ses états financiers consolidés à ses dirigeants.

Ces états financiers consolidés ont été vérifiés par les vérificateurs indépendants de la société, Samson Bélair, avant d'être soumis au conseil d'administration qui les a approuvés.

La direction est d'avis que ces états ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus en tenant compte, dans les limites raisonnables, de tous les éléments importants et dans le cadre des conventions comptables mentionnés aux notes des états financiers.

L'information présentée dans le rapport annuel est en conformité avec les états financiers inclus.

Le président et
chef de la direction,

JC Lebel

Jean-Claude Lebel

Montréal, le 27 mars 1986

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À l'actionnaire de la
Société générale de financement
du Québec

Nous avons vérifié le bilan consolidé de la Société générale de financement du Québec au 31 décembre 1985 et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement la situation financière de la Société générale de financement du Québec au 31 décembre 1985 ainsi que ses résultats d'opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, et à l'exception de l'adoption de la méthode de comptabilisation des crédits d'impôt à l'investissement dont il est question à la note 2 des états financiers consolidés, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Samson Bélair

Comptables agréés

Montréal, le 12 mars 1986

BILAN CONSOLIDÉ

au 31 décembre (en milliers de dollars)

	1985	1984
ACTIF À COURT TERME		
Encaisse et dépôts à terme	124 610 $	137 015 $
Comptes à recevoir	139 918	135 327
Souscription à recevoir	17 335	—
Contrats en cours et stocks (note 3)	89 346	90 487
Frais payés d'avance	1 744	1 103
	372 953	363 932
ACTIF À LONG TERME		
Retenues à recevoir	2 716	962
Placements (note 4)	262 779	228 812
Construction en cours	195 371	95 507
Immobilisations moins amortissement de 249 842 000 $ (215 849 000 $ en 1984)	509 791	437 641
Achalandage de consolidation	919	997
Pertes de change reportées	42 490	29 667
Avantage fiscal à recouvrer	11 983	—
	1 026 049	793 586
	1 399 002 $	1 157 518 $

	1985	1984
PASSIF À COURT TERME		
Emprunts bancaires (note 5)	49 536 $	50 154 $
Comptes à payer	124 475	121 564
Impôts	4 812	6 722
Tranche de la dette à long terme	26 871	34 347
	205 694	212 787
PASSIF À LONG TERME		
Dette à long terme (note 6)	451 015	359 787
Facturation progressive et revenus reportés	18 062	13 409
Impôts reportés	55 143	56 245
Part des actionnaires minoritaires	267 800	200 296
	792 020	629 737
PART DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions (note 7)	315 500	252 565
Surplus d'apport	2 510	2 510
Bénéfices non répartis	83 278	59 919
	401 288	314 994
	1 399 002 $	1 157 518 $

Approuvé par le conseil d'administration

JC Lebel

Jean-Claude Lebel, administrateur

André Bérard, administrateur

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

exercice terminé le 31 décembre
(en milliers de dollars)

	1985	1984
REVENUS D'OPÉRATIONS	**699 139 $**	779 297 $
BÉNÉFICE AVANT LES POSTES SUIVANTS	**110 199 $**	118 254 $
Amortissement des immobilisations	**37 618**	37 677
Amortissement des pertes de change reportées	**3 591**	1 398
Autres amortissements	**418**	700
Intérêts et frais sur la dette à long terme	**38 552**	42 471
Intérêts et frais sur la dette à court terme	**5 004**	5 092
	85 183	87 338
BÉNÉFICE D'EXPLOITATION	**25 016**	30 916
Ajouter		
Revenus de placements	**12 125**	15 795
Quote-part dans les bénéfices de compagnies affiliées	**25 302**	20 109
	37 427	35 904
Déduire		
Impôts	**19 295**	18 093
BÉNÉFICE AVANT POSTES EXTRAORDINAIRES ET INTÉRÊTS DES ACTIONNAIRES MINORITAIRES	**43 148**	48 727
Postes extraordinaires (note 8)	**6 806**	4 330
BÉNÉFICE AVANT INTÉRÊTS DES ACTIONNAIRES MINORITAIRES	**49 954**	53 057
Intérêts des actionnaires minoritaires	**23 163**	33 911
BÉNÉFICE DE L'EXERCICE	**26 791 $**	19 146 $

BÉNÉFICES NON RÉPARTIS CONSOLIDÉS

exercice terminé le 31 décembre
(en milliers de dollars)

	1985	1984
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS, au début		
Solde déjà établi	**62 275 $**	42 387 $
Quote-part dans le redressement des bénéfices non répartis d'une compagnie affiliée (note 11)	**(2 356)**	(1 325)
Solde redressé	**59 919**	41 062
Bénéfice de l'exercice	**26 791**	19 146
Quote-part des frais reliés aux émissions d'actions d'une filiale	**(3 246)**	—
Quote-part dans les redressements de conversion des devises étrangères d'une compagnie affiliée	**(186)**	(289)
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS, à la fin	**83 278 $**	59 919 $

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

exercice terminé le 31 décembre
(en milliers de dollars)

	1985	1984
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Liquidités générées par l'exploitation, avant les postes extraordinaires (note 9)	60 579 $	76 377 $
Diminution (augmentation) des retenues à recevoir	(1 754)	1 622
Dividendes d'une compagnie affiliée non consolidée	9 132	5 862
Quote-part de récupération d'impôts	324	304
Règlement d'une réclamation	1 080	—
Liquidités obtenues (utilisées) suite à la variation d'autres éléments du fonds de roulement (note 10)	(20 425)	18 607
	48 936	102 772
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Émission d'actions ordinaires	45 600	27 240
Souscription d'actions ordinaires	17 335	—
Augmentation de la dette à long terme (net)	67 338	19 958
Augmentation de la facturation progressive et des revenus reportés	4 653	6 936
Augmentation (diminution) de la participation des actionnaires minoritaires	45 101	(9 464)
Quote-part de la prime au rachat d'actions privilégiées d'une filiale	(1 887)	—
Quote-part des frais reliés aux émissions d'actions d'une filiale	(3 246)	—
	174 894	44 670
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENTS		
Augmentation des placements (net)	(14 090)	(62 102)
Construction en cours	(99 864)	(59 402)
Acquisition d'immobilisations (net)	(121 270)	(25 625)
Réalisation des actifs nets d'une filiale	—	2 421
Réalisation de placements	2 157	8 446
Avantage fiscal relié à l'acquisition d'une compagnie par une filiale	(2 550)	—
	(235 617)	(136 262)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES LIQUIDITÉS	(11 787)	11 180
LIQUIDITÉS, au début	86 861	75 681
LIQUIDITÉS, à la fin	75 074 $	86 861 $

Les liquidités sont constituées de l'encaisse et de dépôts à terme, moins les emprunts bancaires.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

exercice terminé le 31 décembre 1985

1. RÉSUMÉ DES CONVENTIONS COMPTABLES IMPORTANTES

a) Consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de toutes les filiales et des compagnies sous contrôle effectif dans lesquelles la SGF participe activement à la gestion. Les compagnies incluses dans la consolidation, avec les pourcentages de participation respectifs, sont les suivantes:

		1985	1984
		% de participation	
	Dofor Inc. et sa filiale	**90,7**	100,0
	Marine Industrie Limitée et ses filiales	**65,0**	65,0
*	Éthylec Inc.	**100,0**	100,0
	1167-4025 Québec Inc. (antérieurement Forano Inc.)	**—**	100,0
	Cegelec Industrie Inc. et sa filiale	**50,0**	50,0
	Industries Tanguay Inc.	**99,5**	99,5
	Bio-Méga Inc. et sa filiale	**100,0**	100,0
**	Société générale d'aluminerie Inc.	**100,0**	100,0
	Société québécoise d'aluminium Inc. et sa filiale	**100,0**	100,0

Les résultats des filiales et compagnies affiliées sont compris dans les états consolidés à compter des dates d'acquisition des participations et jusqu'à leur vente, le cas échéant.

* Les comptes de cette filiale représentent la quote-part de la compagnie dans Pétromont, société en commandite, Pétromont Inc., Alcools de Commerce Enrg. et Pipeline Shawinigan Enrg. et sont comptabilisés selon la méthode de consolidation proportionnelle.

** Les comptes de cette filiale représentent la quote-part de la compagnie dans le projet d'aluminerie à Bécancour par l'intermédiaire d'Albecour, société en commandite.

b) Placements

Les placements dans les autres compagnies, dont la SGF détient un bloc significatif d'actions lui permettant d'exercer une influence sur la gestion, sont présentés à la valeur de consolidation. Tous les autres placements sont présentés au coût.

c) Stocks de marchandises

Les stocks de marchandises sont évalués au moindre du coût moyen et de la valeur nette de réalisation.

d) Immobilisations, construction en cours et amortissements

Les immobilisations sont inscrites au coût d'acquisition, moins toutes subventions s'y rapportant, s'il y a lieu. Dans le cas des constructions en cours, le coût inclut les intérêts sur les emprunts ainsi que tous les autres frais indirects durant la période de construction. La presque totalité des amortissements est calculée selon la méthode d'amortissement linéaire sur la durée prévue d'utilisation.

e) Achalandage de consolidation

L'achalandage est amorti selon la méthode d'amortissement linéaire sur des périodes de vingt et de quarante ans.

f) Impôts sur le revenu et impôts reportés

Les bénéfices de la SGF et de ses filiales à part entière ne sont pas assujettis à l'impôt sur le revenu. Les compagnies soumises à l'impôt pourvoient aux impôts sur le revenu selon la méthode du report d'impôts. Les impôts sur le revenu reportés résultent principalement des différences entre l'allocation du coût en capital réclamée à des fins fiscales et l'amortissement inscrit aux livres.

g) Devises étrangères

Les éléments monétaires d'actif et de passif en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens au cours du change à la fin de l'exercice. Les autres éléments d'actif et de passif sont convertis au cours du change à la date de chacune des transactions.

Les gains ou les pertes de change non réalisés relatifs aux éléments monétaires à long terme sont reportés et amortis en tranches égales sur la durée de vie restante de l'élément d'actif ou de passif, à l'exception de ceux qui sont couverts par des rentrées futures continues de devises étrangères. Les autres gains ou pertes de change sont imputés à l'état des résultats.

Les éléments, autres que l'amortissement, qui influent sur le bénéfice sont convertis au cours moyen du change de l'exercice.

2. MODIFICATION AUX CONVENTIONS COMPTABLES

Pour se conformer aux nouvelles normes émises par l'Institut Canadien des Comptables Agréés, les filiales ont changé leur méthode de comptabilisation des crédits d'impôt à l'investissement. Selon la nouvelle méthode, les crédits d'impôt à l'investissement sont comptabilisés en réduction du coût des immobilisations.

Ce changement, appliqué de façon prospective, a eu pour effet de réduire le coût des immobilisations de 18 560 00 $ et de créer un avantage fiscal de 11 983 000 $ à recouvrer pour la portion inutilisée des crédits d'impôt.

3. CONTRATS EN COURS ET STOCKS

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Contrats en cours, au coût	**121 661 $**	94 180 $
Déduire		
Facturation progressive	**139 842**	112 121
	(18 181)	(17 941)
Stocks	**107 527**	108 428
	89 346 $	90 487 $

4. PLACEMENTS

	1985		1984	
	(en milliers de dollars)			
	%	$	%	$
Placements à la valeur de consolidation				
Dofor Inc.				
Domtar Inc.	**29,7**	**250 115**	29,8	210 520
J.E. Therrien Inc.	**49,0**	**5 765**	49,0	6 730
SGF				
Nouveler Inc.		**—**	35,0	2 639
		255 880		219 889
Placements au coût				
Nouveler Inc.	**15,0**	**1 143**		—
Cegelec Entreprises Inc.	**7,0**	**174**	10,0	2 673
Investissements Novacap Inc.	**15,7**	**3 000**	16,1	3 255
Solde de prix de vente échéant après 1986		**1 422**		1 777
Autres		**1 160**		1 218
		6 899		8 923
		262 779 $		228 812 $

5. EMPRUNTS BANCAIRES

Les emprunts bancaires sont garantis par des cessions de comptes à recevoir, de stocks et de certains autres actifs d'une valeur aux livres d'environ 74 175 000 $.

6. DETTE À LONG TERME

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
SGF		
Billets à payer à l'actionnaire, 10¼%, échéant de 1988 à 1992	**15 000 $**	15 000 $
Solde de prix d'achat, 11%	**—**	7 738
	15 000	22 738
Filiales		
Obligations et débentures		
Obligations à fonds d'amortissement, à des taux de 10% et 11⅛%, échéant en 1997, garanties par la Province de Québec	**131 251**	135 890
Obligations garanties, au taux préférentiel plus ⅝%, échéant en 1996	**113 754**	117 940
Obligations première hypothèque garanties par une charge flottante, remboursables par versements annuels variables, au taux de 11⅛%, échéant en 1991	**7 660**	8 580
Obligations à fonds d'amortissement, au taux de 6¾%, échéant en 1988	**918**	1 160
Débentures à fonds d'amortissement garanties par une charge flottante, à des taux de 7¼%, 11⅝% et au taux préférentiel plus ⅛ de 1% et au taux LIBOR plus ⅝ de 1%, échéant de 1989 à 1993	**29 614**	15 539
Débentures au taux préférentiel plus 1½%, échéant en 1985 et 1986	**63**	261
	283 260	279 370
Dettes bancaires		
Emprunts bancaires, ⅝% au-dessus du taux LIBOR, garantis par la Province de Québec	**95 119**	19 825
Crédits rotatifs, taux préférentiel	**36 326**	28 750
Acceptations bancaires, 9%	**8 100**	25 000
Emprunts bancaires, taux préférentiel plus ¼ de 1%, garantis par des obligations hypothécaires, échéant en 1996	**5 440**	500
	144 985	74 075

6. DETTE À LONG TERME (suite)

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Autres		
Comptes à payer à être financés par des dettes à long terme en 1986	**27 946**	12 754
Billets à payer, à des taux et échéances divers	**5 496**	4 456
Divers	**1 199**	741
	34 641	17 951
Total des dettes	**477 886**	394 134
Déduire tranche à court terme	**26 871**	34 347
	451 015 $	359 787 $

La dette à long terme totale au montant de 451 015 000 $ comprend 237 569 000 $ (187 367 000 $ en 1984) en devises des États-Unis.

Les versements requis au cours des cinq prochains exercices sur la dette à long terme s'établissent comme suit:

	$ CAN.	$ U.S.
1986	6 714 000	14 398 000
1987	5 595 000	16 128 000
1988	11 199 000	19 521 000
1989	14 967 000	22 707 000
1990	11 528 000	22 707 000

7. CAPITAL-ACTIONS

Les actions de la SGF sont détenues par le gouvernement du Québec.

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Autorisé (actions d'une valeur nominale de 10 $)		
41 500 000 actions ordinaires		
Émis et payé		
29 816 502 actions ordinaires (25 256 502 actions en 1984)	**298 165 $**	252 565 $
Souscrit		
1 733 498 actions ordinaires	**17 335**	—
	315 500 $	252 565 $

Le gouvernement du Québec pourra aussi souscrire et payer une somme maximale de 150 000 000 $ pour 15 000 000 d'actions ordinaires aux fins de la participation de la SGF à l'établissement et au financement d'une alumi-nerie dans la région de Bécancour. Une somme de 38 000 000 $ pour 3 800 000 actions ordinaires a été versée à cet effet durant l'exercice de 1985 portant sa participation totale à 50 500 000 $ pour 5 050 000 actions ordinaires.

8. POSTES EXTRAORDINAIRES

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Quote-part dans le gain résultant de réductions d'impôts relatives au report de pertes d'exercices antérieurs	**324 $**	304 $
Quote-part dans les postes extraordinaires d'une compagnie affiliée	**4 260**	812
Gain résultant de l'augmentation de la participation dans une filiale	**—**	861
Gain résultant du règlement d'une réclamation	**1 080**	—
Bénéfice lors de la vente de placements	**2 130**	5 001
Gain relié à l'émission d'actions par une filiale	**899**	—
Perte lors de la vente des actifs nets d'une filiale	**—**	(2 648)
Quote-part dans la prime au rachat d'actions privilégiées d'une filiale	**(1 887)**	—
	6 806 $	4 330 $

9. LIQUIDITÉS GÉNÉRÉES PAR L'EXPLOITATION

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Bénéfice de l'exercice avant postes extraordinaires	**19 985 $**	14 816 $
Éléments sans incidence sur les liquidités		
Amortissement des immobilisations	**37 618**	37 677
Amortissement des pertes de change reportées	**3 591**	1 398
Autres amortissements	**418**	700
Profit sur réalisation d'immobilisations	**(342)**	(425)
Impôts reportés	**1 448**	8 409
Quote-part dans les bénéfices de compagnies affiliées	**(25 302)**	(20 109)
Intérêts des actionnaires minoritaires	**23 163**	33 911
	60 579 $	76 377 $

10. VARIATION D'ÉLÉMENTS DU FONDS DE ROULEMENT

	1985	1984
	(en milliers de dollars)	
Diminution (augmentation) des comptes à recevoir	(4 591)$	20 243 $
Diminution (augmentation) des contrats en cours et stocks	1 141	(8 698)
Souscription à recevoir	(17 335)	—
Diminution (augmentation) des frais payés d'avance	(641)	617
Augmentation (diminution) des comptes à payer	2 911	(273)
Augmentation (diminution) des impôts	(1 910)	6 718
	(20 425)$	18 607 $

11. REDRESSEMENT AFFECTÉ AUX EXERCICES ANTÉRIEURS

Le 1er janvier 1985, une société affiliée a modifié sa méthode de comptabilisation des crédits d'impôt à l'investissement conformément à une recommandation de l'Institut Canadien des Comptables Agréés. La Société a comptabilisé rétroactivement sa quote-part du redressement affecté aux exercices antérieurs.

Le solde des bénéfices non répartis consolidés au 1er janvier 1984 et 1985 a été réduit respectivement d'une somme de 1 325 000 $ et de 2 356 000 $.

Le bénéfice net consolidé de l'exercice terminé le 31 décembre 1984 a été réduit d'une somme de 1 031 000 $.

12. ENGAGEMENTS

Donohue Malbaie Inc.
Aux termes d'une convention intervenue en décembre 1985, la SGF s'est engagée à prêter, au cours de 1986, la somme de 20 000 000 $ à Donohue Malbaie Inc. aux fins de la construction d'une nouvelle machine à papier journal. Ce prêt proviendra en partie du produit de la souscription au capital-actions de la SGF au montant de 17 335 000 $.

Ce projet, dont le coût est estimé à 170 000 000 $, sera financé par une mise de fonds des actionnaires de Donohue Malbaie Inc. pour 20 000 000 $, par des billets subordonnés pour 85 000 000 $ et par des emprunts bancaires de 65 000 000 $.

Aluminerie de Bécancour
En 1984, la SGF par l'intermédiaire d'Albecour, société en commandite, dont l'unique associé commanditaire est la Société générale d'aluminerie Inc., détenue à 100% par la SGF, s'est engagée à participer au projet d'implantation d'une aluminerie à Bécancour dans une proportion de 24,95% en propriété indivise avec la société Pechiney Québec Inc. à 50,1% et la société Alumax Québec Inc. à 24,95%.

Le coût total du projet, maintenant estimé à 1,2 milliard $, est supporté par chaque propriétaire au prorata de sa participation et, dans le cas de la SGF, est financé à même le produit de souscriptions d'actions par son actionnaire au montant maximum global de 150 000 000 $ et par un emprunt bancaire pouvant totaliser 215 000 000 $ U.S., garanti par la Province de Québec jusqu'à la date d'achèvement du projet. Après cette date, cette garantie prendra fin en autant que la compagnie rencontrera certaines exigences financières.

Éthylec Inc.
Pétromont, société en commandite, affiliée à Éthylec Inc. (note 1a) pourrait être tenue de rembourser en totalité ou en partie, à même une partie des bénéfices futurs de certaines de ses usines, une aide financière de 50 000 000 $ reçue des gouvernements du Canada et du Québec en 1983 et 1984.

De plus, aux termes d'une entente intervenue le 18 janvier 1985, le gouvernement du Québec a convenu de compenser les pertes encourues par Pétromont à son usine de Varennes et à son usine de polyéthylène de Montréal-Est jusqu'au 9 septembre 1988 à moins qu'il n'y soit mis fin antérieurement, conformément aux dispositions de l'entente prévue à cet effet.

En décembre 1985, le ministre de l'Expansion industrielle régionale a annoncé l'octroi d'une contribution financière pouvant atteindre 55 800 000 $ afin de rembourser Pétromont des coûts en capital qu'elle encourra pour moderniser et convertir les installations de son usine de Varennes. À la date des états financiers, aucune entente n'est intervenue entre le ministre et Pétromont quant aux modalités de cette contribution financière et, conséquemment, aucune somme n'a été comptabilisée aux états financiers de Pétromont à cet égard.

Baux
Les principaux baux en vertu desquels les compagnies sont présentement engagées et dont les échéances s'échelonnent jusqu'en 1997 totalisent 6 787 000 $.

13. ÉVENTUALITÉS

Donohue Inc.

a) La compagnie fait l'objet d'une poursuite demandant la nullité de l'émission par une filiale de 1 400 000 actions ordinaires réalisée lors du financement des coûts additionnels de l'usine de papier journal à Amos. La compagnie conteste la validité de cette poursuite et soutient que ces actions ont été émises conformément aux ententes pertinentes.

b) La compagnie fait aussi l'objet d'une action en dommages de 4 100 000 $. La compagnie soutient qu'elle n'a aucune obligation à cet égard et conteste cette action.

14. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Dans le cours normal des affaires, certaines entreprises du Groupe SGF ont effectué des ventes à d'autres sociétés d'État. Ces transactions furent conclues selon des normes commerciales régulières.

15. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1984 ont été reclassés pour rendre leur présentation comparable à celle adoptée en 1985.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS ET DES INVESTISSEMENTS

exercice terminé le 31 décembre
(en milliers de dollars)

Investissements dans le capital-actions (au coût)			Ventes	
$	%		1985	1984
244 236	90,7	Dofor Inc. et sa filiale	424 971 $	438 613 $
21 668	65,0	Marine Industrie Ltée et ses filiales	113 812	117 715
2 820 (c)	94,0			
5 300	50,0	Cegelec Industrie Inc. et sa filiale	40 727	33 681
34 050	100,0	Éthylec Inc.* et ses filiales	97 235	85 180
50 500 (d)	100,0	Société générale d'aluminerie Inc.*	—	—
8 650	100,0	Bio-Méga Inc.* et sa filiale	1 301	2 204
3 489	99,5	Industries Tanguay Inc.	21 093	18 622
370 713			699 139	696 015
210	7,0	Cegelec Entreprises Inc. et sa filiale	—	44 910
—	—	Volcano Inc.	—	18 531
—	—	1167-4025 Québec Inc. (Forano Inc.)	—	12 398
—	—	Artopex Canada Ltée et sa filiale	—	6 205
—	—	John Meunier Inc.	—	1 238
370 923			699 139	779 297
		Placements à la valeur de consolidation:		
—	—	Donohue Inc.**	—	—
1 425	15,0	Nouveler Inc.** et ses filiales	—	—
3 000	15,7	Investissements Novacap Inc.** et ses filiales	—	—
4 425				—
		SGF*, élimination des transactions entre compagnies affiliées	—	—
375 348			699 139	779 297
		Bénéfice à la vente de placements et autres	—	—
		Prime au rachat d'actions privilégiées	—	—
375 348		TOTAL	699 139 $	779 297 $

Bénéfice net (perte nette)		Part de la SGF	
1985	1984	**1985**	1984
53 359 $ (a)	63 501 $ (a)	**28 442 $**	24 949 $
(5 388) (a)	(2 601) (a)	**(3 771)**	(2 216)
186	(1 615)	**93**	(807)
3 223	566	**3 223**	566
—	—	**—**	—
(2 400)	(792) (a)	**(2 400)**	(684)
610	808	**610**	808
49 590	59 867	**26 197**	22 616
—	(1 994)	**—**	(997)
—	(889)	**—**	(889)
—	(363)	**—**	(363)
—	243	**—**	146
—	(76)	**—**	(38)
49 590	56 788	**26 197**	20 475
—	—	**—**	2 042
27	(495)	**27**	(495)
—	(133)	**—**	(133)
27	(628)	**27**	1 414
(1885) (b)	(3 408) (b)	**(1 655)**	(3 048)
47 732	52 752	**24 569**	18 841
4 109	305	**4 109**	305
(1 887)	—	**(1 887)**	—
49 954 $	53 057 $	**26 791 $**	19 146 $

Notes:

(a) Avant la participation des intérêts minoritaires.

(b) Après élimination des dividendes reçus des filiales et compagnies affiliées de 955 000 $ en 1985 (2 255 000 $ en 1984).

(c) Actions privilégiées.

(d) Participation à l'établissement et au financement du projet d'aluminerie de Bécancour d'une capacité annuelle à 230 000 tonnes dont la mise en exploitation de la première ligne de 115 000 tonnes est prévue pour 1986.

*Société exempte d'impôts.
**Part de la SGF dans les résultats.

RÉTROSPECTIVE DES DIX DERNIÈRES ANNÉES

exercice terminé le 31 décembre
(en milliers de dollars)

	1985	1984
Exploitation		
Revenus d'opérations	**699 139 $**	779 297 $
Amortissement des immobilisations	**37 618**	37 677
Intérêts	**43 556**	47 563
Revenus de placements	**12 125**	15 795
Impôts	**19 295**	18 093
Bénéfice (perte) avant intérêts des actionnaires minoritaires	**49 954**	53 057
Intérêts des actionnaires minoritaires	**23 163**	33 911
Bénéfice net (perte nette)	**26 791**	19 146
Dépenses en immobilisations	**221 134**	85 027
Bilan		
Fonds de roulement	**167 259**	151 145
Placements	**262 779**	228 812
Immobilisations		
au coût	**955 004**	748 997
nettes	**705 162**	533 148
Dette à long terme	**451 015**	359 787
Impôts reportés	**55 143**	56 245
Part des actionnaires minoritaires	**267 800**	200 296
Part de l'actionnaire	**401 288 $**	314 994 $

1983	1982	1981	1980	1979	1978	1977	1976
852 892 $	829 770 $	801 132 $	808 381 $	578 830 $	316 921 $	347 206 $	404 772 $
36 855	27 407	24 396	21 007	19 639	8 468	6 723	6 659
40 780	47 329	45 396	31 995	28 431	5 186	4 616	5 219
11 148	14 805	17 525	9 235	6 511	3 582	1 670	1 278
3 017	16 078	33 994	32 955	16 081	8 787	4 703	7 340
20 451	14 497	48 274	50 656	25 701	(8 504)	168	469
15 130	24 906	27 963	28 086	16 208	5 863	4 196	(20)
5 321	(10 409)	20 311	22 570	9 493	(14 367)	(4 028)	489
45 065	89 635	127 097	94 115	19 944	88 360	77 914	49 472
163 589	140 580	194 332	161 857	131 849	73 460	56 983	50 647
166 743	157 087	166 942	23 073	29 660	30 813	84 339	22 173
699 655	660 522	574 672	446 622	354 452	334 022	242 068	165 644
496 577	491 339	431 848	328 843	255 813	253 962	174 077	102 894
351 960	308 145	420 402	212 834	210 437	191 630	146 873	26 119
47 854	50 696	51 737	35 395	16 855	10 563	10 627	11 050
179 520	202 794	143 833	120 049	87 222	66 845	66 091	55 448
270 222 $	235 817 $	188 226 $	151 783 $	104 623 $	95 117 $	99 707 $	90 398 $

TABLEAU SYNOPTIQUE

DOFOR INC (et sa filiale) | Donohue Inc. (et ses filiales) | Domtar Inc (et ses filiales)

SOMMAIRE DES RÉSULTATS
(en milliers de dollars).

	DOFOR INC (et sa filiale)		Donohue Inc. (et ses filiales)		Domtar Inc (et ses filiales)	
	Ventes	Bénéfice net (perte) de l'exercice	Ventes	Bénéfice net de l'exercice	Ventes	Bénéfice net (perte) de l'exercice
1985	**424 971 $**	**33 816 $**	**424 971 $**	**20 673 $**	**2 129 500 $**	**110 400 $**
1984	438 613	30,015	438 613	30 288	2 044 300	90 500
1983	357 342	(5 346)	357 342	9 374	1 820 000	38 100
1982	264 267	3 862	315 296	16 463	1 686 600	(5 100)
1981	—	—	289 882	24 857	1 764 700	55 300

BILAN SOMMAIRE
(en milliers de dollars)

31 décembre	**1985**	1984	**1985**	1984	**1985**	1984
Actif à court terme	**221 209 $**	235 924 $	**221 132 $**	235 815 $	**702 400 $**	633 600 $
Passif à court terme	**77 827**	84 308	**75 582**	82 173	**349 000**	229 900
Fonds de roulement	**143 382**	151 616	**145 550**	153 642	**353 400**	403 700
Placements	**254 607**	215 974	**23 648**	6 730	**23 200**	26 400
Immobilisations — au coût moins l'amortissement accumulé	**433 824**	398 842	**415 941**	398 842	**1 062 300**	854 700
Autres actifs	**75 511**	54 752	**51 071**	29 667	**10 900**	6 700
Investissement total	**907 324**	821 184	**636 210**	588 881	**1 449 800**	1 291 500
Dette à long terme	**320 784**	325 726	**276 358**	273 526	**275 700**	313 400
Impôts reportés	**55 462**	56 441	**55 462**	56 441	**225 400**	192 400
Autres passifs	**—**	—	**—**	—	**73 100**	46 100
Part des actionnaires minoritaires	**175 494**	155 094	**68 403**	68 882	**3 800**	4 300
Part des actionnaires	**355 584 $**	283 923 $	**235 987 $**	190 032 $	**871 800 $**	735 300 $

Domtar Inc. détient 55,5% de Donohue Inc., dont elle consolide les résultats, ainsi que 20,7% de Domtar Inc.

MARINE INDUSTRIE LIMITÉE (et ses filiales)

CEGELEC INDUSTRIE INC.

BIO-MÉGA INC. (et sa filiale)

ÉTHYLEC INC. (et ses filiales)

INDUSTRIES TANGUAY INC.

Ventes	Bénéfice net (perte) de l'exercice	Ventes	Bénéfice net (perte) de l'exercice	Ventes	Perte de l'exercice	Ventes	Bénéfice net (perte) de l'exercice	Ventes	Bénéfice net (perte) de l'exercice
113 812 $	**(5 591)$**	**40 727 $**	**186 $**	**1 301 $**	**2 400 $**	**97 235 $**	**3 223 $**	**21 093 $**	**610 $**
117 715	(2 989)	33 681	(1 615)	2 204	684	85 180	566	18 622	808
173 439	4 424	34 258	373	3 000	472	71 443	(131)	11 036	(187)
193 653	4 744	45 569	835	326	2	64 363	(3 507)	6 168	(1 393)
220 041	6 709	34 156	(2 825)	—	—	50 427	2 411	7 940	(1 211)
1985	1984	**1985**	1984	**1985**	1984	**1985**	1984	**1985**	1984
78 001 $	75 417 $	**20 982 $**	29 970 $	**1 420 $**	1 486 $	**40 842 $**	28 758 $	**13 311 $**	11 556 $
70 747	64 560	**18 444**	29 763	**1 743**	1 512	**35 587**	27 717	**11 246**	9 109
7 254	10 857	**2 538**	207	**(323)**	(26)	**5 255**	1 041	**2 065**	2 447
—	—	**—**	—	**—**	—	**—**	—	**—**	—
43 580	44 265	**3 069**	3 617	**14 274**	4 661	**32 038**	33 030	**2 240**	1 753
2 716	962	**1 412**	1 148	**194**	200	**3**	2	**1 607**	1 028
53 550	56 084	**7 019**	4 972	**14 145**	4 835	**37 296**	34 073	**5 912**	5 228
7 185	8 630	**2 086**	472	**8 393**	2 673	**—**	—	**1 731**	1 645
—	—	**—**	—	**—**	—	**—**	—	**—**	—
18 062	13 409	**307**	60	**—**	—	**—**	—	**—**	—
636	577	**—**	—	**660**	—	**—**	—	**—**	—
27 667 $	33 468 $	**4 626 $**	4 440 $	**5 092 $**	2 162 $	**37 296 $**	34 073 $	**4 181 $**	3 583 $

RESSOURCES HUMAINES

Pour la SGF, autant que pour chacune de ses entreprises, la qualité et le dynamisme du personnel représentent une condition essentielle à la réalisation des objectifs de croissance et de rentabilité.

Conscient de l'importance de cette question, la SGF et ses entreprises ont poursuivi leurs efforts en 1985 dans le but de mettre de l'avant des politiques de gestion des ressources humaines qui tiennent compte des exigences et des aspirations de l'ensemble de leurs employés.

Fidèle à sa mission, le Groupe SGF a continué de promouvoir la participation d'administrateurs québécois à la gestion de ses entreprises. En ce sens, des programmes de perfectionnement sont offerts aux cadres supérieurs et intermédiaires. Ces programmes s'orientent, en particulier, vers la planification de la relève, les conditions de travail, la mobilité, la formation et le recrutement de cadres dirigeants.

Le nombre total d'employés dans les entreprises du Groupe SGF était de 21 239 en 1985, soit une diminution par rapport à l'année précédente qui est pour la plus grande part attribuable au secteur des produits forestiers. Le secteur de l'aluminium a, quant à lui, connu une croissance importante d'effectifs. Le démarrage prochain de l'aluminerie de Bécancour en 1986 fait en sorte qu'ABI a déjà comblé un grand nombre de ses besoins en cadres administratifs et en experts techniques.

À l'aluminerie de Bécancour s'ajoutent d'autres projets de développement qui contribueront à créer de nouveaux emplois au sein du Groupe SGF et dans l'ensemble de l'économie québécoise. On distingue plus particulièrement: la nouvelle usine de papiers fins de Domtar à Windsor; l'addition d'une nouvelle machine à papier journal à l'usine de Donohue à Clermont; et l'entente de distribution intervenue entre Caterpillar et Industries Tanguay.

Nombre d'employés
au 31 décembre

Entreprises	1985	1984
Produits forestiers		
Dofor inc.*	7	–
Donohue inc.	3 000	3 200
Domtar inc.	14 769	15 408
Équipements énergétiques		
Marine Industrie Limitée	2 326	2 287
Cegelec Industrie inc.	246	335
Sogex International inc.	9	9
Aluminium		
Albecour inc.*	4	
Aluminerie de Bécancour inc.	258	57
Biotechnologie		
Bio-Méga inc.	123	126
Pétrochimie		
Pétromont, société en commandite	214	265
Alcools de Commerce enrg.	66	76
Pipeline Shawinigan enrg.	4	6
Industries Tanguay inc.	190	194
Nouveler inc.**	–	239
Société générale de financement du Québec	23	34
TOTAL	21 239	22 236

*Ces entreprises sont devenues opérationnelles en 1985; leurs effectifs étaient auparavant comptabilisés avec ceux de la SGF.

**La SGF a réduit sa participation dans Nouveler en 1985.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Charles E. Beaulieu *
Sous-ministre de l'Industrie et du Commerce

André Bérard * †
Premier vice-président exécutif, affaires bancaires
Banque Nationale du Canada

Reynald Brisson *
Président
Centrale de la machine à coudre industrielle inc.

Richard Drouin, c.r.
Avocat
Clarkson, Tétrault, Drouin

Roland Giroux * †
Administrateur
Power Corporation du Canada

Yves Graton †
Directeur général
Dismat inc.

Robert Gratton * †
Président du conseil,
président et chef de la direction
Compagnie Montréal Trust

Jean-Claude Lebel * †
Président du conseil,
président et chef de la direction
Le Groupe SGF

Claude Morin
Professeur
École nationale d'administration publique

Fernand Paré * *
Président-directeur général
La Solidarité, Compagnie d'assurance sur la vie

Michel Plessis-Bélair
Vice-président exécutif
Le Groupe SGF

John D. Thompson
Président-directeur général
RoyNat Inc.

DIRECTION

Jean-Claude Lebel
Président du conseil,
président et chef de la direction

Michel Plessis-Bélair
Vice-président exécutif

Jacques A. Lefebvre
Vice-président principal,
développement et planification

Louis-Gilles Gagnon
Vice-président, affaires juridiques et secrétaire

Claude Hélie
Vice-président, finances et trésorier

Louis M. Riopel
Vice-président, développement de l'entreprise

Manley S. Schultz
Vice-président, aluminium

Jacques Gelly
Vice-président, pâtes et papiers

Jacques Nepveu
Adjoint au président

Jacques Besner
Directeur, ressources humaines

Guy H. Charbonneau
Contrôleur

Martin Desmeules
Directeur, analyse et investissements, aluminium

Claude Lachance
Directeur, affaires juridiques et secrétaire adjoint

Michel V. Marullo
Directeur, planification et économiste principal

Guy Ouimet
Directeur, projets de développement

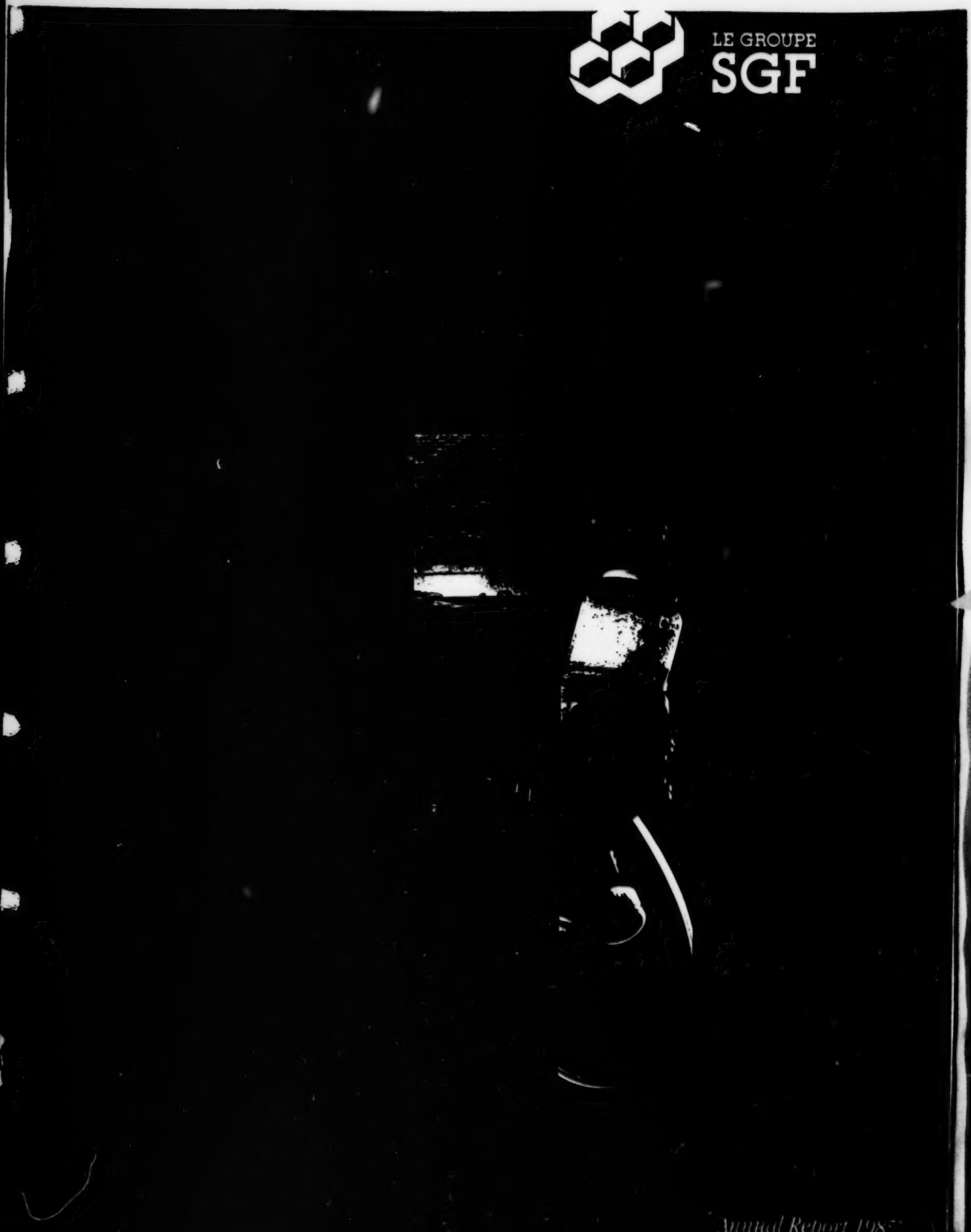
Jacques Perreault
Conseiller juridique et secrétaire adjoint

Claude Roy
Directeur, pétrochimie

Bernard Venne
Directeur, finances

Au 31 décembre 1985

*Membre du comité exécutif
*Membre du comité de vérification
†Membre du comité sur les ressources humaines



LE GROUPE
SGF

Annual Report 198

SGF

Report of the President	2
Investment in capital stock	4
Forest products	7
Energy-related equipment	8
Aluminum	11
Biotechnology	12
Petrochemicals	15
Officers' and Auditors' report	16
Consolidated financial statements	17
Notes to consolidated financial statements	20
Summary of earnings and investments	24
Ten-year statistical review	26
Synoptic table	28
Human resources	31
Board of Directors and Management	32

LE GROUPE SGF

Corporate Mission

To manage a group of manufacturing companies with significant influence in industries of strategic importance for the economic development of Québec.

To plan and coordinate the evolution of its member companies and to promote, alone or preferably with partners, their operation and development according to criteria of normal profitability.

To promote as far as possible the participation of Quebecers in the management of member companies.

Profile

SGF is a management company wholly owned by the Québec government.

With assets of $1.4 billion and consolidated revenues of $700 million, it is one of the largest industrial groups in Canada.

SGF has direct and indirect investments in some 20 subsidiaries and affiliated companies, generating combined revenues of $2.8 billion and employing more than 21,000 people.

The Group's assets are concentrated in five key industries:

- forest products, energy equipment and petrochemicals, where the Group occupies leadership positions in Québec;
- aluminum production, where the Group is participating in the construction and operation of a world-scale smelter;
- biotechnology, a growth industry based on innovation and advanced technology.

A majority of the Group's subsidiaries are owned in association with Canadian and foreign financial partners.

As an influential force in several of Quebec's most important industries and as an industrial group committed to the building of Québec's economic future, SGF operates with clearly defined objectives for growth, development and profitability.

REPORT OF THE PRESIDENT AND CHIEF EXECUTIVE OFFICER

SGF had net income of $26,791,000 in 1985, an increase of $7.6 million over the previous year. The improvement in earnings, net of minority interests in Donohue Inc. and other consolidated companies, resulted essentially from significant increases in the net income of Domtar Inc., which is 30% owned by SGF's subsidiary Dofor Inc., and Ethylec Inc., a wholly owned subsidiary.

SGF income before minority interests was $49,954,000 in 1985 on consolidated operating revenues of $699,139,000, compared to $53,057,000 on revenues of $779,297,000 in 1984. The decline in earnings before minority interests is attributable primarily to unfavorable conditions in the forest products industry, which represents by far the largest sector of Le Groupe SGF's operations. A second major contributing factor was a strike at Marine Industrie Limitée lasting from August 1984 to June 1985. The decrease in operating revenues was also due to the sale of a number of subsidiaries during the previous year, these divestitures being reflected over a full year in 1985.

Capital expenditures by Group companies were $221,134,000 compared to $85,027,000 in 1984. The increase resulted mainly from work on two major construction projects, the Bécancour aluminum smelter and the modernization of Donohue's Clermont mill. The Group's consolidated working capital was $167,259,000 at the end of the year, slightly above the level of a year earlier.

The Group's Strategic Industries

Forest products

The markets for newsprint, fine papers and market pulp suffered from oversupply during 1985, resulting in lower than expected volumes and prices. Donohue was especially affected by the slump in pulp prices; its earnings declined from $30.3 million in 1984 to $20.7 million in 1985, though its sales of $425 million were only slightly below those of the previous year. Domtar, which maintained sales in excess of $2 billion, had net earnings of $110.4 million for the year compared to $90.5 million in 1984. This improvement is due mainly to Domtar's Construction Materials and Chemicals Divisions, which strengthened their performance appreciably during the year. Dofor Inc., the SGF subsidiary holding the Group's interests in Donohue and Domtar, had consolidated net earnings of $33.8 million compared to $30 million in 1984.

Among the year's capital investment milestones was the commissioning in July of a new thermomechanical pulp plant at Donohue's Clermont mill. This advanced process enables Donohue to produce newsprint of considerable higher quality at lower cost. In December, Dohonue announced an agreement with its partner The New York Times Company to install a new 180,000-tonne-capacity newsprint machine at the Clermont mill at a cost of $170 million. In April, Domtar began construction of a world-scale fine papers complex at Windsor, Québec; this facility will have a capacity of 350,000 short tons and will cost an estimated $870 million.

Energy-related equipment

Marine Industrie Limitée recorded a loss of $5,591,000 in 1985 on sales of $113,812,000 compared to a loss of $2,989,000 on sales of $117,715,000 in the previous year. The results for both years were severely affected by an eleven-month strike at the company's Sorel works, but MIL has recovered strongly since the end of the strike on June 27, 1985. The company's Hydroelectric Division has made major deliveries of turbines and alternators for Hydro-Québec's LG-4 project and the Idukki project in India. MIL's Shipbuilding and Hydroelectric Divisions both have relatively strong order backlogs, giving rise to favorable prospects for the short term.

Cegelec Industrie Inc. had earnings of $186,000 in 1985 on sales of $40,727,000. The 20% increase on sales and the earning improvement over the 1984 loss of $1,615,000 reflect the turnaround under way at this company. Cegelec has introduced new products and obtained a large order for circuit breakers to be delivered over the period 1985-87; these achievements bolstered the company's 1985 performance and justify optimism for the future.

Aluminum

1985 was a decisive year for the Bécancour smelter project. The construction schedule called for half of the work to be carried out during the year and this schedule was maintained, bringing the project close to 70% completion. The first pour of aluminum is planned for mid-1986; the smelter will have an annual capacity of 230,000 tonnes and will be completed at an overall cost estimated at more than $1 billion. Through its subsidiary Albecour, société en commandite, SGF is an undivided partner in the Bécancour smelter with the French aluminum producer Pechiney and the U.S. company Alumax Inc.

During the year Albecour signed agreements for procurement of alumina, to supply its share of the smelter with raw material, and for the sale of its 57,500-tonne share of annual aluminum output. Sales agreements were signed with Pechiney and with Noranda Sales Corporation, each allowing Albecour the possibility, upon prior notice, of selling part of its aluminum production itself. This option will enable Albecour to foster the development of downstream fabricating operations in Québec.

Biotechnology

Since Bio-Méga's efforts during the year were concentrated essentially on startup activities in a new area of advanced technology, its 1985 loss of $2.4 million, compared to $684,000 in 1984, is not indicative of the company's potential. In September Bio-Méga completed construction of its research and production laboratory in Laval, Québec, and throughout the year the company pursued a rationalization program for the operations of its subsidiary Bio-Méga Diagnostic Inc.

The Laval laboratory brings under one roof a staff of scientists and technicians who had been working for almost two years previously in various laboratories and research centres in Québec. The basic aim of Bio-Méga's efforts is to bring the results of health-related research to the commercial production stage, primarily in the areas of biotechnology, pharmacology and fine chemistry. The prospective sales volume and profitability of the Bio-Méga Diagnostic subsidiary have been buoyed by the acquisition of new technology and the introduction of new products.

Petrochemicals

The survival of the Montréal petrochemical industry, in which Pétromont is the central player, is tied to the October 1984 agreement between Union Carbide Canada Limited, Pétromont, SGF's subsidiary Ethylec Inc. and the Québec government. This agreement, with the financial support of the Québec government, allows continued operation of the olefin plant at Varennes and the polyethylene plant at Montréal-Est, and sets out terms of a four-year survival plan.

The efforts of Pétromont and its partners in 1985 were focused primarily on carrying out the survival plan. The main aims of this plan are to modernize the Varennes olefin plant, to gain access as soon as possible to Western natural gas liquids for feedstock and to develop a downstream ethylene-derivative industry enabling Pétromont to operate at full capacity and profitability. In December, the federal government agreed to participate in the Pétromont financial assistance program as part of a commitment to support the Montréal petrochemical industry and its competitive position.

In this context, Éthylec had net earnings in 1985 of $3,223,000 on revenues of $97,235,000. This improvement over 1984, when earnings were $566,000 on revenues of $85,180,000, was related to stronger performance by Alcools de Commerce Enrg. and Pipeline Shawinigan Enrg.

Other Highlights

SGF, which formerly held 35% of the common shares of Nouveler Inc., sold a block of 20% to Hydro-Québec in September 1985, continuing the program of portfolio rationalization begun in 1984. Hydro-Québec simultaneously purchased all shares held by the other partners in Nouveler.

Also in September, Industries Tanguay Inc., a Groupe SGF subsidiary manufacturing logging equipment at St. Prime, Québec, signed an important agreement with Caterpillar Tractor Co. of the United States. Under this agreement, Caterpillar, the world's leading manufacturer of heavy equipment, becomes the exclusive worldwide distributor of Industries Tanguay's principal products. The latter company's sales were $21,093,000 in 1985 compared to $18,622,000 the previous year, a performance attributable to product quality and to the company's distribution and marketing capabilities.

Strategic Direction

The year 1985, which was the culminating period of the first five-year development plan presented by SGF in December 1980, marked a turning point in the strategic direction of the Group. Le Groupe SGF has evolved considerably in the last five years as a result of major initiatives taken to further its corporate mission and development objectives. Among the most noteworthy of the steps that have built the present-day SGF are: the establishment of the Group as a major player in the forest products industry, through the acquisition of a large interest in Domtar and the creation of Dofor Inc. to hold the Group's interests in Domtar and Donohue; the Group's entry into the aluminum industry through its partnership with Pechiney and Alumax in the Bécancour smelter project; the development of Bio-Méga as an advanced biotechnology enterprise with construction of a new laboratory housing some 85 research professionals; the sale of a number of companies, many of them small in scale, whose business no longer fitted SGF's strategic direction; and the issue of a significant amount of equity to private investors through Dofor, which holds the Group's strongest assets.

Dofor's two public issues during the year, consisting of $26 million in common shares and $54 million in preferred shares, were particularly significant with respect to the Group's strategic direction for the years ahead. These equity issues gave evidence of the financial stature that Le Groupe SGF has now attained. The financial contribution of SGF's shareholder has, of course, been a determining factor in the Group's development; in future, the strategy implemented through Dofor will enable the Group to draw more on its own capacities to fund its development efforts.

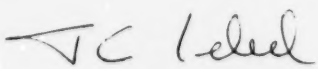
In summary, SGF has never been better placed than it is today to confirm its position as a major industrial holding company and to accomplish fully its fundamental mission of growth, development and profitability.

Acknowledgments

In July 1985 the Board of Directors of SGF accepted the resignation of two directors, Mrs. Jeannine Guillevin-Wood and Mr. Lucien Bouchard. The members of the Board and the management of SGF would like to thank them for the contributions they made during their terms of office.

In February 1986, Mr. Michel Plessis-Bélair resigned as Executive Vice-President and member of the Board of SGF in order to accept senior responsibilities with a large Canadian corporation. During his career of more than ten years with SGF, Mr. Plessis-Bélair's contribution was instrumental in shaping the growth and development of the Group and its subsidiaries. The Board and the management of SGF take this opportunity to express their great appreciation for his accomplishments.

In November 1985, the Board of Directors welcomed a new member, Mr. Richard Drouin.



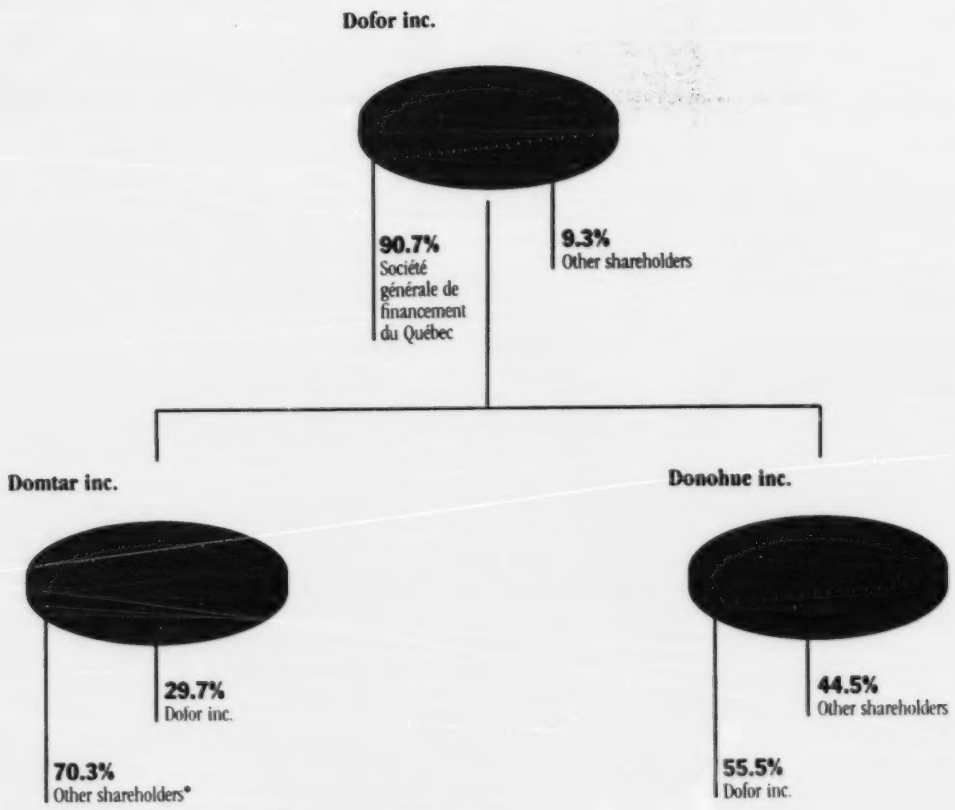
Jean-Claude Lebel
President and Chief Executive Officer

March 15, 1986

INVESTMENT IN CAPITAL STOCK.

FOREST PRODUCTS

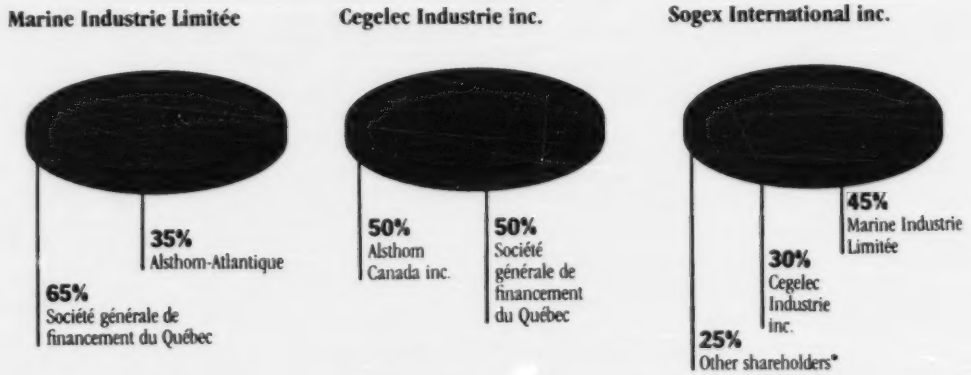
- Share held by SGF.
- Share held by Le Groupe SGF companies.
- Share held by other shareholders.



*Including shares held by the Caisse de dépôt et placement du Québec.

ENERGY-RELATED EQUIPMENT

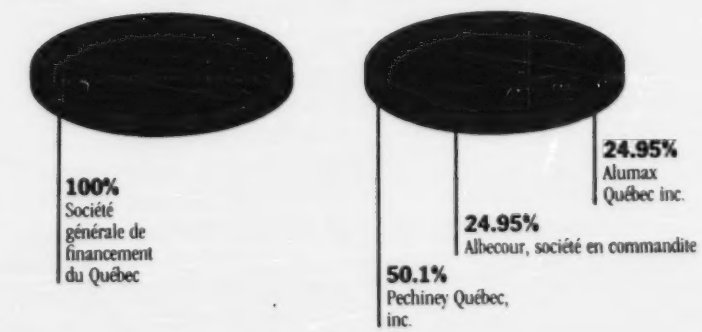
- Share held by SGF.
- Share held by Le Groupe SGF companies.
- Share held by other shareholders.



*BG Checo International limitée, 15% ; Société générale de financement du Québec, 5% ; Cegelec Alsthom Canada inc., 5% .

ALUMINUM

- Share held by SGF.
- Share held by Le Groupe SGF companies.
- Share held by other shareholders.



BIOTECHNOLOGY

■ Share held by SGF.

Bio-Méga inc.

100%
Société générale de financement du Québec

PETROCHEMICALS

■ Share held by SGF.

■ Share held by Le Groupe SGF companies.

■ Share held by other shareholders.

Éthylec inc.

100%
Société générale de financement du Québec

Pétromont, société en commandite

50%
Éthylec inc.

50%
Union Carbide du Canada limitée

Alcools de Commerce enrg.

50%
Éthylec inc.

50%
Union Carbide du Canada limitée

Pipeline Shawinigan enrg.

50%
Éthylec inc.

50%
Union Carbide du Canada limitée

Note

SGF also has investments in other companies:
99,5% of Industries Tanguay inc.;
15,7% of Investissements Novacap inc.;
15% of Nouveler Inc.;
7% of Cegelec Entreprises inc.

SGF's investments in the forest products industry are held by Dofor Inc. Established jointly with Caisse de dépôt et placement du Québec in 1982, Dofor became a wholly owned subsidiary in 1984 and a public company in 1985. Since June 1985, its shares have been listed on the Montreal Exchange and traded daily. Some 9.3% of Dofor equity is currently held by the public.

Dofor owns 56% of the common shares of Donohue Inc. and 30% of the common shares of Domtar Inc., making Le Groupe SGF a major player in the Canadian forest products industry. Donohue and Domtar had combined forest product sales of more than $1.7 billion in 1985, representing some 20% of total shipments by Quebec producers in this industry.

Donohue Inc.

Donohue, a major integrated producer, manufactures newsprint at Clermont and Amos and market pulp at St. Félicien, Québec. The company also operates sawmills and logging camps in the vicinity of its mills.

Donohue's facilities are among the most modern in the Canadian pulp and paper industry. In July 1985, a new thermomechanical pulp plant was completed and commissioned at Clermont; this process reduces the cost of newsprint production while improving quality considerably. In December 1985, Donohue and its partner The New Tork Times Company signed an agreement under which their subsidiary, Donohue Malbaie, will expand the capacity of the Clermont mill by installing a new paper machine of 180,000 tonnes capacity. This project is scheduled for completion in late 1987 at a cost of $170 million.

Though affected by less than favorable conditions in the pulp and paper industry, Donohue had a satisfactory year in 1985. Consolidated sales were $425 million and net earnings were $20.7 million, compared to sales of $438.6 million and net earnings of $30.3 million in 1984. The decrease was due to difficult conditions in the kraft pulp market, where prices remained depressed and volumes were slow to recover. In newsprint, sales remained high and Donohue's performance was acceptable, notably because of its low production costs. Donohue anticipates that improving industry conditions will enable it to achieve good results in 1986.

Domtar Inc.

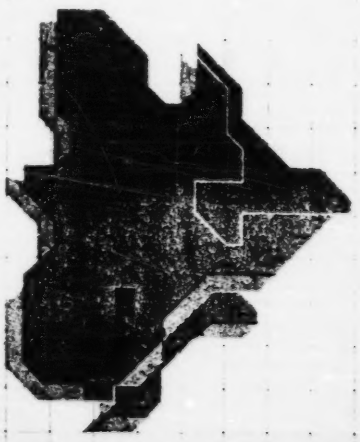
Domtar is one of Canada's largest manufacturing companies. It is the leading Canadian producer of fine papers, with more than 30% of the market, and also produces newsprint, groundwood specialty papers, pulp and lumber. Its mills at Beauharnois, Windsor, Dolbeau, Donnacona and Lebel-sur-Quévillon and its two sawmills make it one of Québec's largest forest product companies.

Domtar is highly diversified. It operates currugated container and containerboard plants, it is the country's leading recycler of waste paper and boxboard and it is one of the largest manufacturers of composite paper-metal cans. Domtar also produces salt, organic chemicals and construction materials and has interests in the natural gas and petroleum markets.

Construction of Domtar's world-scale fine papers complex at Windsor, Québec began as planned in early 1985. This $870 million investment will enable the company to confirm its leadership position in the North American fine papers market. Work has progressed within budget and on schedule; the facility is expected to enter production at the end of 1987.

Work also continued during the year on conversion of the Dolbeau newsprint mill to the thermomechanical pulp process. This project follows a similar investment at the Donnacona mill in 1984, and will reinforce Domtar's competitive position in the Canadian and U.S. newsprint markets.

Though Domtar has also been affected by difficult conditions in the pulp and paper industry, the company nevertheless achieved net earnings for the year of $110.4 million on total revenues of $2.1 billion. The improvement over 1984 net earnings of $90.5 million on revenues of $2.0 billion is mainly due to the performance of the Construction Materials and Chemicals Divisions. Given the sustained economic growth expected for North America in 1986, Domtar is optimistic about its prospects for the coming year. ■



ENERGY-RELATED EQUIPMENT

Though SGF's interests in the energy equipment industry are now less extensive than in the past, the Group retains holdings of 65% in Marine Industrie Limitée and 50% in Cegelec Industrie Inc. These two companies are engaged in the manufacture and assembly of high-technology equipment for electric power generation and distribution. Both MIL and Cegelec have participated in the development of Québec's huge hydroelectric potential and are among Hydro-Québec's major suppliers.

Marine Industrie Limitée

Marine Industrie Limitée is a large industrial complex manufacturing a wide range of products at several locations, with its main works at Sorel, Québec. MIL is organized in four divisions: Hydroelectric, Industrial, Shipbuilding and Railcar.

The company's welding, machining and assembly shops make the Hydroelectric Division a leader among Canadian suppliers of turbines, alternators, synchronous condensers and motors. MIL designs and manufactures complete turbine-alternator assemblies for hydroelectric powerhouses. Through its MIL Montage group, it also provides transportation, on-site installation and startup services for its products.

MIL was severely affected by a long strike ending in June 1985. The company had sales of $113.8 million and a net loss of $5.6 million for 1985. These results, similar to those of the previous year, are below the company's potential.

The Hydroelectric Division, with sales of more than $50 million, has contributed strongly to MIL's recovery since the end of the strike. In 1985 the division delivered a turbine and two alternators for Hydro-Québec's LG-4 project and two alternators for the Idukki project in India.

Following settlement of the labor conflict, MIL has devoted intense efforts to reestablishing its market positions. The recovery in both hydroelectric and shipbuilding operations has been encouraging. Current orders in hand include contracts for merchant and naval vessels and export sales of turbines and alternators, justifying a much more optimistic outlook for the coming years.

Cegelec Industrie Inc.

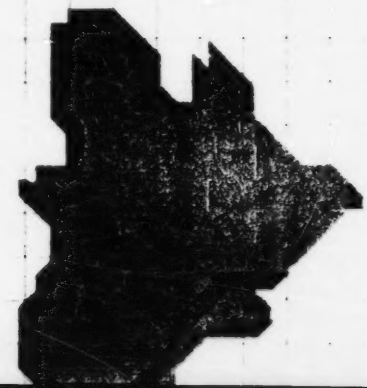
Cegelec Industrie Inc. is owned 50% by SGF and 50% by Alsthom Canada Inc., the Canadian subsidiary of France's CGE group. Cegelec is one of Canada's leading manufacturers of medium- and high-voltage electrical systems.

The company manufactures a wide range of electrical equipment in integrated operations at its Longueuil and Laprairie plants. Its products include high-voltage circuit breakers, disconnect switches, switchgear, ceramic insulators, distribution cutouts and fuse links. Its products are marketed worldwide; in recent years nearly one third of its sales have been in export markets.

The company's revenues were $40.7 million in 1985 compared to $33.7 million the previous year. Net earnings were $186,000 compared to a loss of $1.6 million in 1984. The improvement is attributable mainly to the company's concerted efforts to integrate operations and to introduce new products.

Cegelec met a number of important challenges during the year, in particular obtaining a contract from Hydro-Québec for delivery of a large number of PKV8 circuit breakers over the period 1985-87. In cooperation with IREQ, the Québec electricity research institute, the company has also undertaken a research project on small-oil-volume circuit breakers.

Cegelec is thus in a good position to show improved performance in 1986. ■



Albecour Inc. was established in 1983 when aluminum production became a primary focus of development for Le Groupe SGF. Implementing a strategy of partnership with well-established primary aluminum producers, Albecour joined with Pechiney of France and Alumax of the U.S. to build and operate a world-scale smelter at Bécancour, Québec.

Under an agreement signed March 15, 1984, Albecour owns 24.95%, Pechiney 50.1% and Alumax 24.95% of the Bécancour smelter. The owners are undivided partners in the project and each is responsible for its share in terms of cost of construction, procurement of alumina and sale of aluminum.

The smelter project draws on Québec's wealth of energy resources and highly skilled labor. Bécancour was selected as the site because of its unique advantages for effective operation of an aluminum smelter: access to a deep-water port on the St. Lawrence River, varied transportation resources, proximity to an urban center of Montréal's stature.

Construction began immediately upon signature of the agreement and continued on schedule and within budget throughout 1985. At year end, with 2,300 workers on the site, the project was approximately 70% complete. The smelter represents an investment of more than $1 billion and will have a total annual capacity of 230,000 metric tonnes. Production will begin in the summer of 1986, reaching full capacity in 1987.

Technology

The smelter will incorporate state-of-the-art technology and equipment designed for very high productivity. Bécancour's highly automated operations and computerized management systems will make it the most modern facility of its kind in the world.

Its electrolytic reduction techniques, developed by Pechiney and successfully implemented at a number of smelters around the world, are the results of the most recent research in the field. They will yield top-grade primary metal, achieve very high energy efficiency and ensure extremely effective pollution control.

With additional facilities including a casting centre equipped with advanced refining and casting equipment, Bécancour will be able to supply its customers with products of the highest quality.

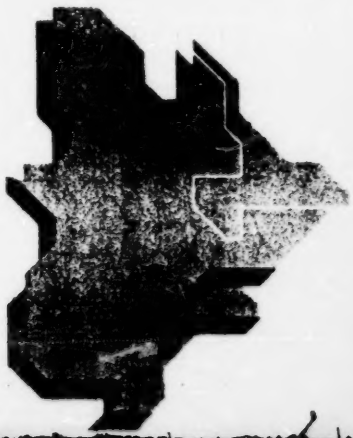
Marketing

On March 12, 1985, Albecour entered into two agreements with Pechiney, one for procurement of alumina as raw material for Albecour's share of smelter production and the other for sale of part of Albecour's aluminum output. Albecour will purchase some 110,000 tonnes of alumina annually from Pechiney and will sell Pechiney approximately 70% of its production over a five-year period. Albecour's share of the total smelter capacity will amount to 57,500 tonnes annually.

On May 7, 1985, Albecour signed an agreement with Noranda Sales Corporation Ltd. under which the latter will act as exclusive agent for the marketing and sale of the remaining 30% of Albecour's production.

Both sales agreements provide that Albecour may, on prior notice, reduce the volumes of aluminum sold to Pechiney and Noranda Sales and sell part of its production itself. This option will enable Albecour to promote the development of downstream fabricating operations in Québec.

During the year Albecour carried out a number of studies on the opportunities for downstream integration. Serious discussions have been held with a number of companies interested in joining Albecour to build and operate aluminum fabricating plants. ■



BIOTECHNOLOGY

SGF's commitments in biotechnology were conceived from the outset as a strategic investment in an innovative high-technology field. Since 1982 the strategy has been implemented in a series of steps aimed at developing Bio-Méga Inc., a wholly owned subsidiary, into Québec's leading biotechnology enterprise.

The major development initiatives have been the acquisition of Bio-Endo (since 1984 Bio-Méga Diagnostic Inc.), a manufacturer and marketer of immuno-diagnostic kits; the hiring of some 85 research scientists and technicians formerly employed by Ayerst Laboratories; and the construction of a research and production laboratory at Laval, Québec.

Bio-Méga focuses primarily on the development of commercial processes and products in application of biotechnology research. The bulk of its efforts are devoted to the health-care field, in which Québec biomedical research teams have established solid reputations.

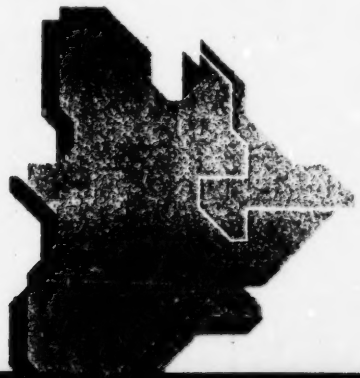
The team of scientists who moved into the new Laval facility in September 1985 had been at work for some time in various Québec university laboratories and research centres. The professional staff came to the new quarters with in-depth experience in medicinal chemistry, biochemistry, pharmacology, microbiology and diagnostic products.

Bio-Méga took a further step toward its objectives in 1985 by signing an agreement with the National Research Council of Canada to carry out an ANF analogues project in collaboration with Institut de Recherches Cliniques of Montréal. Bio-Méga is also working with a group at Notre-Dame Hospital in Montréal in a project aimed at improving the process for chemical synthesis of the growth hormone releasing factor (GRF).

The achievements of the subsidiary Bio-Méga Diagnostic include the perfecting of a new "solid phase" technology as the basis for a line of diagnostic products of enhanced effectiveness and broader application. The company is currently active in endocrinology and microbiology, and plans to expand its operations to oncology and hematology.

Bio-Méga had revenues of $1.3 million and a net loss of $2.4 million in 1985. These results are due partly to a sales volume that is not yet sufficient for profitability and partly to the extremely high operating costs inherent in the startup phase of the enterprise. As well, a large part of Bio-Méga's budget must by definition be devoted to research and development.

SGF regards its biotechnology commitment as a long-term investment that will take some years to produce a satisfactory return. The Group remains confident that this field has enormous potential for Québec's future. ■



PETROCHEMICALS

Ethylec Inc., a wholly owned SGF subsidiary established in 1980, holds the Group's assets in the petrochemical industry. Ethylec is a 50% partner with Union Carbide Canada Ltd. in Pétromont, société en commandite and, since October 1984, in Alcools de Commerce Enrg. and Pipeline Shawinigan Enrg. SGF's interests in the latter two companies result from an agreement with Union Carbide, Pétromont and the Québec government aimed at ensuring the survival of the Montréal petrochemical industry. The agreement includes provision for the continued operation, with Québec government financial support, of Pétromont's olefin plant at Varennes and Union Carbide's polyethylene plant at Montréal-Est.

Pétromont is a primary petrochemicals company with an annual capacity of 545 million pounds of ethylene at its Varennes and Montréal-Est olefin plants. It processes mainly petroleum derivatives, from which it extracts ethylene, propylene, butenes, butadiene and various aromatic compounds. Since 1983 the Varennes plant has also been using butane, one of the main co-products of natural gas. The company's feedstock flexibility is part of a program intended to allow Pétromont to use Western Canadian natural gas liquids as a lower-cost raw material.

With the financial support of the government, Pétromont has successfully passed through an extremely difficult period since 1983. The difficulties have included the withdrawal of Gulf Canada Ltd. from the consortium and the threatened closing of Union Carbide's polyethylene plant at Montréal-Est. In a context of steadily rising raw material costs, depressed ethylene prices and an unfavorable national energy policy, Pétromont has yet to achieve acceptable profitability.

In May 1985, the Québec government, recognizing that the future of Québec's petrochemical industry remained precarious, mandated the minister of Industry and Commerce to propose an action plan and to open discussions with his federal counterpart in view of a joint assistance program. In addition, the minister of Energy and Resources was mandated to work toward implementation of facilities for transport of natural gas liquids from Edmonton to Montréal.

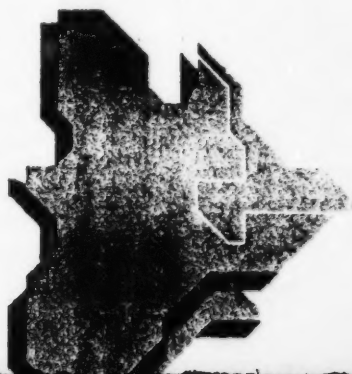
The resulting action plan proposed that the Montréal petrochemical centre be rationalized around the Varennes olefin plant, that a modernization program be implemented for the Varennes plant and that a commitment be obtained from the federal government to support the Montréal petrochemical centre and the project for procurement of natural gas liquids.

The successful execution of this plan would allow development of an ethylene-derivatives industry downstream from Pétromont, replacing the latter's current main customer, the Montréal-Est polyethylene plant. Pétromont would then be able to operate at full capacity and to pursue its development in a long-term perspective.

In December 1985, the federal government agreed to participate in the Pétromont support program. Its commitment includes the funding of the Varennes olefin plant modernization and contributions to other investments to reorganize Pétromont, notably those concerning the use of natural gas liquids. In making this commitment the federal government recognized the existence of the Montréal petrochemical centre and the necessity of improving its competitive position.

The future of petrochemical processing in Québec remains fragile and will depend on the convergence of a great many factors. However, the decisions made to date justify the hope that Montréal will become a world-scale petrochemical centre.

Despite its difficult environment, Ethylec realized net earnings of $3.2 million on revenues of $97.2 million in 1985, an improvement over last year's results. In addition to government financial assistance, Ethylec results reflect strong performances by Alcools de Commerce Enrg. and Pipeline Shawinigan Enrg. ■



OFFICERS' REPORT

To the Shareholder of
Société générale de financement
du Québec

In the course of its activities, the board of directors of the Société générale de financement du Québec has delegated to its officers the preparation of its consolidated financial statements.

These consolidated financial statements have been audited by an independent firm of auditors, Samson Bélair, before their presentation to the board of directors who approved them.

The management believes that these statements have been prepared in accordance with generally accepted accounting principles. They take into consideration, within reasonable limits, all significant accounting policies referred to in the notes to consolidated financial statements.

The information contained in this financial report complies with the consolidated financial statements included herein.

JC Lebel

Jean-Claude Lebel
President and Chief Executive Officer

Montréal, March 27, 1986

AUDITORS' REPORT

To the Shareholder of
Société générale de financement
du Québec

We have examined the consolidated balance sheet of Société générale de financement du Québec as at December 31, 1985 and the consolidated statements of earnings, retained earnings and changes in financial position for the year then ended. Our examination was made in accordance with generally accepted auditing standards and accordingly included such tests and other procedures as we considered necessary in the circumstances.

In our opinion, these consolidated financial statements present fairly the financial position of Société générale de financement du Québec as at December 31, 1985, the results of its operations and the changes in its financial position for the year then ended in accordance with generally accepted accounting principles and, except for the change in the method of accounting for investment tax credits, as explained in note 2, these accounting principles were applied on a basis consistent with that of the preceding year.

Samson Bélair

Chartered Accountants

Montréal, March 12, 1986

CONSOLIDATED BALANCE SHEET

as at December 31 (in thousands of dollars)

	1985	1984
CURRENT ASSETS		
Cash and short-term deposits	**$ 124,610**	$ 137,015
Accounts receivable	**139,918**	135,327
Subscription receivable	**17,335**	—
Contracts in progress and inventories (note 3)	**89,346**	90,487
Prepaid expenses	**1,744**	1,103
	372,953	363,932
LONG-TERM ASSETS		
Holdbacks receivable	**2,716**	962
Investments (note 4)	**262,779**	228,812
Construction work in progress	**195,371**	95,507
Fixed assets less accumulated depreciation of $249,842,000 ($215,849,000 in 1984)	**509,791**	437,641
Consolidated goodwill	**919**	997
Deferred exchange losses	**42,490**	29,667
Tax benefit recoverable	**11,983**	—
	1,026,049	793,586
	$1,399,002	$1,157,518

	1985	1984
CURRENT LIABILITIES		
Bank loans (note 5)	**$ 49,536**	$ 50,154
Accounts payable	**124,475**	121,564
Income taxes	**4,812**	6,722
Current portion of long-term debt	**26,871**	34,347
	205,694	212,787
LONG-TERM LIABILITIES		
Long-term debt (note 6)	**451,015**	359,787
Progress billings and deferred income	**18,062**	13,409
Deferred income taxes	**55,143**	56,245
Minority interest	**267,800**	200,296
	792,020	629,737
SHAREHOLDER'S EQUITY		
Capital stock (note 7)	**315,500**	252,565
Contributed surplus	**2,510**	2,510
Retained earnings	**83,278**	59,919
	401,288	314,994
	$1,399,002	$1,157,518

APPROVED BY THE BOARD OF DIRECTORS

JC Lebel

Jean-Claude Lebel, Director

André Bérard, Director

CONSOLIDATED STATEMENT OF EARNINGS

year ended December 31
(in thousands of dollars)

	1985	1984
REVENUE FROM OPERATIONS	**$699,139**	$779,297
EARNINGS BEFORE THE FOLLOWING ITEMS	**$110,199**	$118,254
Depreciation of fixed assets	**37,618**	37,677
Amortization of deferred exchange losses	**3,591**	1,398
Other amortization	**418**	700
Interest and expenses on long-term debt	**38,552**	42,471
Interest and expenses on short-term debt	**5,004**	5,092
	85,183	87,338
OPERATING EARNINGS	**25,016**	30,916
Add		
Income from investments	**12,125**	15,795
Share in net earnings of affiliated companies	**25,302**	20,109
	37,427	35,904
Deduct		
Income taxes	**19,295**	18,093
EARNINGS BEFORE EXTRAORDINARY ITEMS AND MINORITY INTEREST	**43,148**	48,727
EXTRAORDINARY ITEMS (note 8)	**6,806**	4,330
EARNINGS BEFORE MINORITY INTEREST	**49,954**	53,057
Minority interest	**23,163**	33,911
NET EARNINGS FOR THE YEAR	**$ 26,791**	$ 19,146

CONSOLIDATED STATEMENT OF RETAINED EARNINGS

year ended December 31
(in thousands of dollars)

	1985	1984
RETAINED EARNINGS, beginning of year:		
As previously reported	**$ 62,275**	$ 42,387
Share in the ajustments of the retained earnings of an affiliated company (note 11)	**(2,356)**	(1,325)
As restated	**59,919**	41,062
Net earnings for the year	**26,791**	19,146
Share in expenses related to the issue of shares by a subsidiary	**(3,246)**	—
Share in foreign currencies translation adjustments of an affiliated company	**(186)**	(289)
RETAINED EARNINGS, end of year	**$ 83,278**	$ 59,919

CONSOLIDATED CHANGES IN FINANCIAL POSITION

year ended December 31
(in thousands of dollars)

	1985	1984
OPERATING ACTIVITIES		
Cash provided by operating activities before extraordinary items (note 9)	**$ 60,579**	$ 76,377
Decrease (increase) in holdbacks receivable	**(1,754)**	1,622
Dividends from a non-consolidated affiliated company	**9,132**	5,862
Savings related to tax reductions	**324**	304
Settlement of a claim	**1,080**	—
Cash provided (used) by changes in other elements in working capital (note 10)	**(20,425)**	18,607
	48,936	102,772
FINANCING ACTIVITIES		
Issue of common shares	**45,600**	27,240
Subscription of common shares	**17,335**	—
Net increase in long-term debt	**67,338**	19,958
Increase in progress billings and deferred income	**4,653**	6,936
Increase (decrease) in minority interest	**45,101**	(9,464)
Share in premium paid on redemption of a subsidiary's preferred shares	**(1,887)**	—
Share in expenses related to the issue of shares by a subsidiary	**(3,246)**	—
	174,894	44,670
INVESTMENT ACTIVITIES		
Net increase in investments	**(14,090)**	(62,102)
Construction work in progress	**(99,864)**	(59,402)
Net acquisition of fixed assets	**(121,270)**	(25,625)
Disposal of net assets of a subsidiary	**—**	2,421
Disposal of investments	**2,157**	8,446
Tax benefit related to the acquisition of a company by a subsidiary	**(2,550)**	—
	(235,617)	(136,262)
INCREASE (DECREASE) IN CASH	**(11,787)**	11,180
CASH POSITION, beginning of year	**86,861**	75,681
CASH POSITION, end of year	**$ 75,074**	$ 86,861

Cash position represents cash and short-term deposits less bank loans.

NOTES TO CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

year ended December 31, 1985

1. SUMMARY OF SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES

a) Principles of consolidation

The consolidated financial statements include accounts of the Company, its subsidiaries and other companies under effective control in which SGF management participates actively. Companies included in the consolidation, with respective percentages of ownership, are as follows:

		1985	1984
		% of ownership	
	Dofor Inc. and its subsidiary	**90.7**	100.0
	Marine Industrie Limitée and its subsidiaries	**65.0**	65.0
*	Éthylec Inc.	**100.0**	100.0
	1167-4025 Québec Inc. (formerly Forano Inc.)	**—**	100.0
	Cegelec Industrie Inc. and its subsidiary	**50.0**	50.0
	Industries Tanguay Inc.	**99.5**	99.5
	Bio-Méga Inc. and its subsidiary	**100.0**	100.0
**	Société générale d'aluminerie Inc.	**100.0**	100.0
	Société québécoise d'aluminium Inc. and its subsidiary	**100.0**	100.0

The operating results of subsidiaries and affiliated companies are included in the consolidated financial statements as of their respective date of acquisition and until their respective date of disposition, if applicable.

* The accounts of this subsidiary represent the share of the company in Pétromont and company, limited, Pétromont Inc., Alcools de Commerce Enrg. and Shawinigan Pipeline Enrg. whose accounts are consolidated using the proportionate consolidation method.

** The accounts of this subsidiary represent its share in the Project of the Bécancour Aluminum Smelter, through Albecour, société en commandite.

b) Investments

Investments in other companies, in which SGF holds a significant number of shares allowing it to exercise influence over management, are accounted for on the equity method. All other investments are recorded at cost.

c) Inventories

Inventories are valued at the lower of average cost and net realizable value.

d) Fixed assets, construction work in progress and depreciation

Fixed assets are recorded at historical cost, less all related grants, if any. Construction work in progress includes interest on loans and all other indirect costs incurred during the construction period. Almost all depreciation is computed using the straight-line method based on the estimated useful life of the asset.

e) Consolidated goodwill

Goodwill is amortized on a straight-line basis over a period of twenty and forty years.

f) Income taxes and deferred income taxes

Earnings of SGF and of its wholly-owned subsidiaries are not subject to income taxes. Companies subject to income taxes use the deferred income tax method of accounting. Accordingly, deferred income tax provisions are recorded to reflect the timing differential between depreciation of fixed assets charged to operation and capital cost allowance claimed for income tax purposes.

g) Foreign exchange

Monetary asset and liability items in foreign currencies are translated into Canadian dollars at the exchange rate prevailing at the end of the year. Other asset and liability items are translated at exchange rates prevailing at the respective transaction dates.

Unrealized exchange gains or losses related to long-term monetary items are deferred and amortized evenly over the remaining life of the asset or liability items, except for those which are hedged by future revenue stream in foreign currencies. Other exchange gains or losses are included in earnings.

Items, other than depreciation, affecting income are translated at the average exchange rate for the year.

2. CHANGE IN ACCOUNTING POLICIES

During the year, the subsidiaries changed their method of accounting for investment tax credits in order to adopt the recommendations of the Canadian Institute of Chartered Accountants. Investment tax credits are now accounted for using the cost reduction method.

This change, applied prospectively, had the effect of reducing the cost of fixed assets by $18,560,000 and creating a recoverable tax benefit of $11,983,000 for the unused portion of the tax credits.

3. CONTRACTS IN PROGRESS AND INVENTORIES

	1985	1984
	(in thousands of dollars)	
Contracts in progress, at cost	$ 121,661	$ 94,180
Less		
Progress billings	139,842	112,121
	(18,181)	(17,941)
Inventories	107,527	108,428
	$ 89,346	$ 90,487

4. INVESTMENTS

	1985		1984	
		(in thousands of dollars)		
	%	$	%	$
Affiliated companies, at equity				
Dofor Inc.				
Domtar Inc.	29.7	250,115	29.8	210,520
J.E. Therrien Inc.	49.0	5,765	49.0	6,730
SGF				
Nouveler Inc.		—	35.0	2,639
		255,880		219,889
Investments, at cost				
Nouveler Inc.	15.0	1,143		—
Cegelec Entreprises Inc.	7.0	174	10.0	2,673
Investissements Novacap Inc.	15.7	3,000	16.1	3,255
Balance of sale price, due after 1986		1,422		1,777
Others		1,160		1,218
		6,899		8,923
		$262,779		$228,812

5. BANK LOANS

Bank loans are secured by the assignment of accounts receivable, inventories and certain other assets, the book value of which is approximately $74,175,000.

6. LONG-TERM DEBT

	1985	1984
	(in thousands of dollars)	
SGF		
Notes payable to the shareholder, 10½%, maturing from 1988 to 1992	$ 15,000	$ 15,000
Balance of purchase price, 11%	—	7,738
	15,000	22,738
Subsidiaries		
Bonds and debentures		
Sinking fund bonds, 10% and 11⅛%, maturing in 1997, guaranteed by the Province de Québec	131,251	135,890
Guaranteed bonds at ⅝% above prime rate, maturing in 1996	113,754	117,940
First mortgage bonds, secured by a floating charge, payable in variable annual instalments, 11⅛%, maturing in 1991	7,660	8,580
Sinking fund bonds, 6¾%, maturing in 1988	918	1,160
Sinking fund debentures, secured by a floating charge, 7¼%, 11⅝% and at prime rate plus ⅛ of 1% and at LIBOR plus ⅝ of 1%, maturing from 1989 to 1993	29,614	15,539
Debentures at 1½% above prime rate, maturing in 1985 and 1986	63	261
	283,260	279,370
Bank loans		
Bank loans at LIBOR plus ⅝%, guaranteed by the Province de Québec	95,119	19,825
Revolving credits, at prime rate	36,326	28,750
Banker's acceptance, 9%	8,100	25,000
Bank loans, at ⅛ of 1% above prime rate, secured by mortgage bonds, maturing in 1996	5,440	500
	144,985	74,075

6. LONG-TERM DEBT (cont'd)

	1985	1984
	(in thousands of dollars)	
Others		
Accounts payable to be converted into long-term debt in 1986	**27,946**	12,754
Notes payable, at various rates and maturity dates	**5,496**	4,456
Others	**1,199**	741
	34,641	17,951
Total debt	**477,886**	394,134
Less: Current portion of long-term debt	**26,871**	34,347
	$451,015	$359,787

The long-term debt amounting to $451,015,000 includes $237,569,000 ($187,367,000 in 1984) in U.S. currency.

Capital payments due within each of the next five years are as follows:

	$ CAN.	$ U.S.
1986	6,714,000	14,398,000
1987	5,595,000	16,128,000
1988	11,199,000	19,521,000
1989	14,967,000	22,707,000
1990	11,528,000	22,707,000

7. CAPITAL STOCK

Shares of SGF are owned by the Gouvernement du Québec.

	1985	1984
	(in thousands of dollars)	
Authorized (shares with a par value of $10 each)		
41,500,000 common shares		
Issued and paid		
29,816,502 common shares (25,256,502 shares in 1984)	**$298,165**	$252,565
Subscribed		
1,733,498 common shares	**17,335**	—
	$315,500	$252,565

The Gouvernement du Québec may also subscribe and pay up to $150,000,000 for 15,000,000 common shares to be utilized by SGF for the construction and financing of an aluminum smelter in the Bécancour area. An amount of $38,000,000 for 3,800,000 common shares has been paid for this purpose in 1985, for a total participation of $50,500,000 for 5,050,000 common shares.

8. EXTRAORDINARY ITEMS

	1985	1984
	(in thousands of dollars)	
Savings related to tax reductions originating from losses carried forward from prior years	**$ 324**	$ 304
Share of extraordinary items from an affiliated company	**4,260**	812
Gain on increase of a subsidiary's equity	**—**	861
Gain resulting from the settlement of a claim	**1,080**	—
Gain on disposal of investments	**2,130**	5,001
Gain related to the issue of shares by a subsidiary	**899**	—
Loss on disposal of net assets of a subsidiary	**—**	(2,648)
Share in premium paid on redemption of a subsidiary's preferred shares	**(1,887)**	—
	$ 6,806	$ 4,330

9. CASH PROVIDED BY OPERATIONS

	1985	1984
	(in thousands of dollars)	
Earnings fo the year before extraordinary items	**$ 19,985**	$ 14,816
Items not affecting cash		
Depreciation of fixed assets	**37,618**	37,677
Amortization of deferred exchange losses	**3,591**	1,398
Other amortization	**418**	700
Gain on disposal of fixed assets	**(342)**	(425)
Deferred income taxes	**1,448**	8,409
Share in net earnings of affiliated companies	**(25,302)**	(20,109)
Minority interest	**23,163**	33,911
	$ 60,579	$ 76,377

10. CHANGES IN ELEMENTS IN WORKING CAPITAL

	1985	1984
	(in thousands of dollars)	
Decrease (increase) in accounts receivable	**$(4,591)**	$20,243
Decrease (increase) in contracts in progress and inventories	**1,141**	(8,698)
Subscription receivable	**(17,335)**	—
Decrease (increase) in prepaid expenses	**(641)**	617
Increase (decrease) in accounts payable	**2,911**	(273)
Increase (decrease) in income taxes	**(1,910)**	6,718
	$(20,425)	$ 18,607

11. PRIOR YEARS' ADJUSTMENT

On January 1, 1985, an affiliated company modified its method of accounting for investment tax credits in accordance with the recommendations of the Canadian Institute of Chartered Accountants. The Company has retroactively accounted for its share of the prior years' adjustment.

The consolidated retained earnings balances of 1984 and 1985 have been reduced by $1,325,000 and $2,356,000 respectively.

The consolidated net earnings for the year ended December 31, 1984 has been reduced by $1,031,000.

12. COMMITMENTS

Donohue Malbaie Inc.
According to the terms of an agreement signed in December 1985, SGF has committed itself to lend $20,000,000 to Donohue Malbaie Inc., during 1986, for the construction of a new newsprint machine. Part of this loan will come from proceeds of the subscription of SGF shares in the amount of $17,335,000.

This project of an estimated cost of $170,000,000 will be financed by Donohue Malbaie Inc. shareholders funds for $20,000,000, subordinated notes of $85,000,000 and bank loans of $65,000,000.

Bécancour Aluminum Smelter
In 1984, SGF, through Albecour, société en commandite whose only special partner is Société générale d'aluminerie Inc., committed itself to participate in the construction of an aluminum smelter in Bécancour where it owns a 24.95% undivided interest. The other owners in the project are Pechiney Québec Inc. and Alumax Québec Inc. to the extent of 50.1% and 24.95%, respectively.

The total cost of the project, now estimated at $1.2 billion, will be the responsibility of each owner in proportion equal to its equity participation and, in the case of SGF, is financed through the proceeds of share subscriptions by its shareholder for a maximum amount of $150 million, and through a bank loan of up to an aggregate of $215 million U.S. The bank loan is guaranteed by the Province de Québec until the completion date of the project after which the guaranty will be terminated insofar as certain financial tests are met.

Éthylec Inc.
Pétromont and company, limited, affiliated with Éthylec Inc. (note 1a) could be obligated to reimburse from its future earnings from some of its plants all or part of the financial assistance of $50,000,000 received from the Canadian and Québec Governments in 1983 and 1984.

Also, according to the terms of an agreement signed on January 18, 1985, the Gouvernement du Québec has agreed to compensate Pétromont for losses incurred at its Varennes plant and at its polyethylene plant in Montréal-Est. The agreement will remain in force until September 9, 1988, except if previously terminated as provided for in the agreement.

In December 1985, the Minister of Regional Industrial Expansion announced a financial contribution for an amount up to a maximum of $55,800,000, in order to reimburse Pétromont for capital expenditures incurred for modernization and conversion of the Varennes plant. As at the date of the financial statements, no agreement had been reached between the Minister and Pétromont, consequently no amount has been provided for in Pétromont's financial statements.

Leases
The operating leases to which the companies are committed mature at various dates until 1997. They amount to $6,787,000.

13. CONTINGENCIES

Donohue Inc.

a) A legal action has been brought against the company claiming that the issue of 1,400,000 common shares by a subsidiary for the financing of the additional costs related to the pulpmill plant in Amos, was invalid. The company is contesting the validity of this legal action and maintains that the shares were issued in accordance with all relevant agreements.

b) A suit for damage has also been brought against the company for an amount of $4,100,000. The company maintains that it has no liability in this respect and contests this suit.

14. RELATED PARTY TRANSACTIONS

In the normal course of business, various companies of le Groupe SGF have recorded sales to other corporations owned by the Gouvernement du Québec. These transactions were concluded under normal commercial terms.

15. COMPARATIVE FIGURES

For comparison with 1985, certain 1984 figures have been combined and reclassified.

SUMMARY OF EARNINGS AND INVESTMENTS

year ended December 31
(in thousands of dollars)

Investments in capital stock (at cost)			Sales	
$	%		1985	1984
244,236	90.7	Dofor Inc. and its subsidiary	$424,971	$438,613
21,668	65.0	Marine Industrie Ltée and its subsidiary	113,812	117,715
2,820(c)	94.0			
5,300	50.0	Cegelec Industrie Inc. and its subsidiary	40,727	33,681
34,050	100.0	Éthylec Inc.* and its subsidiaries	97,235	85,180
50,500(d)	100.0	Société générale d'aluminerie Inc.	—	—
8,650	100.0	Bio-Méga Inc.* and its subsidiary	1,301	2,204
3,489	99.5	Industries Tanguay Inc.	21,093	18,622
370,713			699,139	696,015
210	7.0	Cegelec Entreprises Inc. and its subsidiary	—	44,910
—	—	Volcano Inc.	—	18,531
—	—	1167-4025 Québec Inc. (Forano Inc.)	—	12,398
—	—	Artopex Canada Ltée and its subsidiary	—	6,205
—	—	John Meunier Inc.	—	1,258
370,923			699,139	779,297
		Investments at equity value:		
—	—	Donohue Inc.**	—	—
1,425	15.0	Nouveler Inc.** and its subsidiaries	—	—
3,000	15.7	Investissements Novacap Inc.** and its subsidiaries	—	—
4,425			—	—
		SGF*, elimination of transactions between affiliated companies	—	—
375,348			699,139	779,297
		Earnings on sale of investments and others	—	—
		Redemption premium on preferred shares	—	—
375,348		TOTAL	$699,139	$779,297

Net earnings (loss)		SGF's share	
1985	1984	**1985**	1984
$53,359 (a)	$63,501 (a)	**$28,442**	$24,949
(5,388) (a)	(2,601) (a)	**(3,771)**	(2,216)
186	(1,615)	**93**	(807)
3,223	566	**3,223**	566
—	—	**—**	—
(2,400)	(792) (a)	**(2,400)**	(684)
610	808	**610**	808
49,590	59,867	**26,197**	22,616
—	(1,994)	**—**	(997)
—	(889)	**—**	(889)
—	(363)	**—**	(363)
—	243	**—**	146
—	(76)	**—**	(38)
49,590	56,788	**26,197**	20,475
—	—	**—**	2,042
27	(495)	**27**	(495)
—	(133)	**—**	(133)
27	(628)	**27**	1,414
(1 885) (b)	(3 408) (b)	**(1 655)**	(3 048)
47,732	52,752	**24,569**	18,841
4,109	305	**4,109**	305
(1 887)	—	**(1 887)**	—
$49,954	$53,057	**$26,791**	$19,146

Notes:

(a) Before minority interests.

(b) After deducting dividends received from subsidiaries and affiliated companies of $955,000 in 1985 ($2,225,000 in 1984).

(c) Preferred shares.

(d) Participation in the construction and financing of the Bécancour aluminium smelter project. The plant is designed for an annual capacity of 230,000 tons and the first line of 115,000 tons should be put into production in 1986.

*Tax-exempt corporation.
**SGF's share of the earnings.

TEN-YEAR STATISTICAL REVIEW

Year ended December 31
(in thousands of dollars)

	1985	1984
Operations		
Gross revenue from operations	**$699,139**	$779,297
Depreciation of fixed assets	**37,618**	37,677
Interest	**43,556**	47,563
Income from investments	**12,125**	15,795
Income taxes	**19,295**	18,093
Earnings (loss) before minority interest	**49,954**	53,057
Minority interest	**23,163**	33,911
Net earnings (loss)	**26,791**	19,146
Capital expenditures	**221,134**	85,027
Balance sheet		
Working capital	**167,259**	151,145
Investments	**262,779**	228,812
Fixed assets		
at cost	**955,004**	748,997
net	**705,162**	533,148
Long-term debt	**451,015**	359,787
Deferred income taxes	**55,143**	56,245
Minority interest	**267,800**	200,296
Shareholder's equity	**$401,288**	$314,994

1983	1982	1981	1980	1979	1978	1977	1976
$852,892	$829,770	$801,132	$808,381	$578,830	$316,921	$347,206	$404,772
36,855	27,407	24,396	21,007	19,639	8,468	6,723	6,659
40,780	47,329	45,396	31,995	28,431	5,186	4,616	5,219
11,148	14,805	17,525	9,235	6,511	3,582	1,670	1,278
5,017	16,078	33,994	32,955	16,081	8,787	4,703	7,340
20,451	14,497	48,274	50,656	25,701	(8,504)	168	469
15,130	24,906	27,963	28,086	16,208	5,863	4,196	(20)
5,321	(10,409)	20,311	22,570	9,493	(14,367)	(4,028)	489
45,065	89,635	127,097	94,115	19,944	88,360	77,914	49,472
163,589	140,580	194,332	161,857	131,849	75,460	56,983	50,647
166,743	157,087	166,942	23,073	29,660	30,813	84,339	22,173
699,655	660,522	574,672	446,622	354,452	334,022	242,068	165,644
496,577	491,339	431,848	328,843	255,813	253,962	174,077	102,894
351,960	308,145	420,402	212,834	210,437	191,630	146,873	26,119
47,854	50,696	51,737	35,395	16,855	10,563	10,627	11,050
179,520	202,794	143,833	120,049	87,222	66,845	66,091	55,448
$270,222	$235,817	$188,226	$151,783	$104,623	$95,117	$99,707	$90,398

DOFOR INC. (and its subsidiary) | DONOHUE INC (and its subsidiaries) | DOMTAR INC (and its subsidiaries)

SYNOPTIC TABLE

SUMMARY OF RESULTS
(in thousands of dollars)

	Sales	Net earnings (loss) for the year	Sales	Net earnings for the year	Sales	Net earnings (loss) for the year
1985	**$424,971**	**$33,816**	**$424,971**	**$20,673**	**$2,129,500**	**$110,400**
1984	438,613	30,015	438,613	30,288	2,044,300	90,500
1983	357,342	(5,346)	357,342	9,374	1,820,000	38,100
1982	264,267	3,862	315,296	16,463	1,686,600	(5,100)
1981	—	—	289,882	24,857	1,764,700	55,300

BALANCE SHEET SUMMARY
(in thousands of dollars)

December 31	**1985**	1984	**1985**	1984	**1985**	1984
Current assets	**$221,209**	$235,924	**$221,132**	$235,815	**$702,400**	$633,600
Current liabilities	**77,827**	84,308	**75,582**	82,173	**349,000**	229,900
Working capital	**143,382**	151,616	**145,550**	153,642	**353,400**	403,700
Investments	**254,607**	215,974	**23,648**	6,730	**23,200**	26,400
Fixed assets — at cost less accumulated depreciation	**433,824**	398,842	**415,941**	398,842	**1,062,300**	854,700
Other assets	**75,511**	54,752	**51,071**	29,667	**10,900**	6,700
Total investment	**907,324**	821,184	**636,210**	588,881	**1,449,800**	1,291,500
Long-term debt	**320,784**	325,726	**276,358**	273,526	**275,700**	313,400
Deferred income taxes	**55,462**	56,441	**55,462**	56,441	**225,400**	192,400
Other liabilities	**—**	—	**—**	—	**73,100**	46,100
Minority interest	**175,494**	155,094	**68,403**	68,882	**3,800**	4,300
Shareholders' equity	**$355,584**	$283,923	**$235,987**	$190,032	**$871,800**	$735,300

*Dofor Inc. holds 55.5% of Donohue Inc. and consolidates its financial results.

MARINE INDUSTRIE LIMITÉE (and its subsidiaries)		CEGELEC INDUSTRIE INC (and its subsidiary)		BIO-MÉGA INC (and its subsidiaries)		ÉTHYLEC INC. (and its subsidiary)		INDUSTRIES TANGUAY INC	
Sales	Net earnings (loss) for the year	Sales	Net earnings (loss) for the year	Sales	Loss for the year	Sales	Net earnings (loss) for the year	Sales	Net earnings (loss) for the year
$113,812	**(5,591)**	**$40,727**	**$186**	**$1,301**	**$2,400**	**$97,235**	**$3,223**	**$21,093**	**$610**
117,715	(2,989)	33,681	(1,615)	2,204	684	85,180	566	18,622	808
173,439	4,424	34,258	373	3,000	472	71,443	(131)	11,036	(187)
193,653	4,744	45,569	835	326	2	64,363	(3,507)	6,168	(1,393)
220,041	6,709	34,156	(2,825)	—	—	50,427	2,411	7,940	(1,211)
1985	1984	**1985**	1984	**1985**	1984	**1985**	1984	**1985**	1984
$78,001	$75,417	**$20,982**	$29,970	**$1,420**	$1,486	**$40,842**	$28,758	**$13,311**	$11,556
70,747	64,560	**18,444**	29,763	**1,743**	1,512	**35,587**	27,717	**11,246**	9,109
7,254	10,857	**2,538**	207	**(323)**	(26)	**5,255**	1,041	**2,065**	2,447
—	—	**—**	—	**—**	—	**—**	—	**—**	—
43,580	44,265	**3,069**	3,617	**14,274**	4,661	**32,038**	33,030	**2,240**	1,753
2,716	962	**1,412**	1,148	**194**	200	**3**	2	**1,607**	1,028
53,550	56,084	**7,019**	4,972	**14,145**	4,835	**37,296**	34,073	**5,912**	5,228
7,185	8,630	**2,086**	472	**8,393**	2,673	**—**	—	**1,731**	1,645
—	—	**—**	—	**—**	—	**—**	—	**—**	—
18,062	13,409	**307**	60	**—**	—	**—**	—	**—**	—
636	577	**—**	—	**660**	—	**—**	—	**—**	—
$27,667	$33,468	**$4,626**	$4,440	**$5,092**	$2,162	**$37,296**	$34,073	**$4,181**	$3,583

For Le Groupe SGF and each of its member companies, the calibre and dedication of their human resources constitute an essential condition for the attainment of growth and profitability objectives.

Recognizing the importance of this factor, Group companies have continued their efforts to shape human resources policies that encompass the expectations and aspirations of their employees.

Such policies take concrete form in the creation of new jobs, the organization of training for new technologies, the implementation of occupational health and safety programs and the introduction of quality circles.

In keeping with its basic mission, Le Groupe SGF has continued to foster the participation of Quebecers in the management of its member companies. Senior and intermediate-level managers are offered a range of planning and development programs, focusing in particular on succession planning, working conditions, mobility, professional development and executive recruitment.

A total of 21,239 people were employed in Group companies at year end. The decrease from the previous year was due mainly to reduced employment in forest products companies. On the other hand, employment in aluminum-related activities has grown strongly as Aluminerie de Bécancour Inc. has recruited managers and professionals to prepare for this summer's production startup.

In addition to the Bécancour smelter, a number of development projects will contribute to employment growth in Le Groupe SGF and the Québec economy as a whole. Among these are Domtar's fine papers complex at Windsor, Donohue's addition of a new newsprint machine at Clermont and the distribution agreement between Caterpillar and Industries Tanguay.

Employees
at December 31

Company	1985	1984
Forest products		
Dofor Inc.*	7	–
Donohue Inc.	3,000	3,200
Domtar Inc.	14,769	15,408
Energy-related equipment		
Marine Industrie Limitée	2,326	2,287
Cegelec Industrie Inc.	246	335
Sogex International Inc.	9	9
Petrochemicals		
Pétromont, Société en commandite	214	265
Alcools de Commerce Enrg.	66	76
Pipeline Shawinigan Enrg.	4	6
Aluminum		
Albecour Inc.*	4	–
Aluminerie de Bécancour Inc.	258	57
Biotechnology		
Bio-Méga Inc.	123	126
Industries Tanguay Inc.	190	194
Nouveler Inc.**	–	239
Société générale de financement du Québec	23	34
TOTAL	21,239	22,236

*These companies became operational in 1985; these employment totals were previously included with Societe générale de financement du Québec.

**SGF reduced its interest in Nouveler in 1985.

BOARD OF DIRECTORS

Charles E. Beaulieu *
Deputy Minister
Ministère de l'Industrie et du Commerce

André Bérard * †
Senior Executive Vice-President, Banking
National Bank of Canada

Reynald Brisson *
President
Centrale de la machine à coudre industrielle inc.

Richard Drouin, Q.C.
Lawyer
Clarkson, Tétrault, Drouin

Roland Giroux * †
Director
Power Corporation of Canada

Yves Graton †
General Manager
Dismat Inc.

Robert Gratton * †
Chairman of the Board,
President and Chief Executive Officer
Montreal Trust Company

Jean-Claude Lebel * †
Chairman of the Board,
President and Chief Executive Officer
Le Groupe SGF

Claude Morin
Professor
École nationale d'administration publique

Fernand Paré * *
President and General Manager
La Solidarité, Compagnie d'assurance sur la vie

Michel Plessis-Bélair
Executive Vice-President
Le Groupe SGF

John D. Thompson
President and General Manager
RoyNat Inc.

MANAGEMENT

Jean-Claude Lebel
Chairman of the Board,
President and Chief Executive Officer

Michel Plessis-Bélair
Executive Vice-President

Jacques A. Lefebvre
Senior Vice-President,
Planning and Development

Louis-Gilles Gagnon
Vice-President, General Counsel and Secretary

Claude Hélie
Vice-President, Finance and Treasurer

Louis M. Riopel
Vice-President,
Corporate Development

Manley S. Schultz
Vice-President, Aluminum

Jacques Gelly
Vice-President, Pulp and Paper

Jacques Nepveu
Assistant to the President

Jacques Besner
Director, Human Resources

Guy H. Charbonneau
Controller

Martin Desmeules
Director, Analysis and Investments,
Aluminum

Claude Lachance
Director, Legal Affairs and Assistant Secretary

Michel V. Marullo
Director, Planning and Chief Economist

Guy Ouimet
Director, Development Projects

Jacques Perreault
Legal Counsel and Assistant Secretary

Claude Roy
Director, Petrochemicals

Bernard Venne
Director, Finance

As at December 31, 1985

*Member of the Executive Committee
*Member of the Audit Committee
†Member of the Human Resources Committee